



Principes « Une seule santé » pour un tourisme durable dans les aires protégées et conservées

Principes connexes aux lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse, et le rétablissement face aux risques de maladies dans et autour des aires protégées et conservées



Liste Verte
Aires Protégées | Conservées

Avec le soutien de



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Principes « Une seule santé » pour un tourisme durable dans les aires protégées et conservées

Principes connexes aux lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse, et le rétablissement face aux risques de maladies dans et autour des aires protégées et conservées

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN, ou des autres organisations participantes, sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN ou des autres organisations participantes.

L'UICN remercie ses partenaires cadre pour leur précieux soutien et tout particulièrement : le Ministère des affaires étrangères du Danemark ; le Ministère des affaires étrangères de la Finlande ; le Gouvernement Français et l'Agence française de développement (AFD) ; le Ministère de l'environnement de la République de Corée ; le Ministère de l'environnement ; du climat et du développement durable du Grand-Duché du Luxembourg ; l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement (Norad) ; l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) ; l'Agence suisse de développement et de coopération (DDC) et le Département d'État des États-Unis.

L'UICN et les autres organisations concernées déclinent toute responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions intervenues lors de la traduction. En cas de divergences, veuillez vous référer à l'édition originale : *One Health principles for sustainable tourism in protected and conserved areas: Accompanying principles to the guidelines for prevention, detection, response and recovery from disease risks in and around protected and conserved areas*. Publié par : UICN, Gland, Suisse.
<https://portals.iucn.org/library/node/50683>

Cette publication a été possible en partie grâce au financement de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH pour le compte du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) dans le cadre du programme « Mesures de réponse à la COVID-19 pour le tourisme » (COVID-19 Response Measures for Tourism).

Publié par : UICN, Gland, Suisse en collaboration avec EcoHealth Alliance, New York, États-Unis
Produit par : Équipe Aires protégées et de conservation en collaboration avec EcoHealth Alliance
Droits d'auteur : © 2022 UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles
© 2023 UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, pour la traduction française

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du (des) détenteur(s) des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Citation recommandée : UICN et EcoHealth Alliance (2023). *Principes « Une seule santé » pour un tourisme durable dans les aires protégées et conservées : principes connexes aux lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans et autour des aires protégées et conservées*. Gland, Suisse: UICN, et New York, États-Unis: EcoHealth Alliance.

Photo de couverture : Shutterstock
Mise en page : Hoang Minh Comtech JSC
Traduction française : INTUITIV, sls – www.intuitivme.com
Imprimé par : Hoang Minh Comtech JSC

Le texte de ce livre est imprimé sur papier recyclé 100 gr.

Table des matières

Remerciements	iv
Acronymes	v
Introduction	1
Partie I: Risques et opportunités liés au tourisme en matière de santé	2
Aperçu	2
Menaces sanitaires	4
Objectif et public cible	5
Partie II: Principes « Une seule santé » pour un tourisme durable	6
Principe 1: Promouvoir et protéger la santé des humains et des autres espèces	6
Principe 2: Gérer les menaces sanitaires de façon proactive de manière à minimiser la dégradation des écosystèmes ou à produire des avantages connexes pour la nature	9
Principe 3: Prendre en compte le contexte lors de la conception ou de l'adaptation des approches de réduction des risques et de résilience sanitaires.	12
Principe 4: Permettre aux visiteurs et aux voyageurs d'être de bons intendants de leur santé et de celle des communautés locales et des écosystèmes qu'ils visitent	14
Principe 5: Assurer un partage équitable des connaissances et des avantages tirés de la recherche et de la surveillance fondées sur le tourisme	16
Principe 6: Coordonner et collaborer entre les secteurs pour soutenir la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux menaces de maladies	18
Partie III: Appliquer les principes « Une seule santé » au contexte du tourisme durable dans les aires protégées et conservées	20
Conclusions et principales mesures à prendre	24
Références et ressources	26

Remerciements

Les *Principles « Une seule santé » pour un tourisme durable dans les aires protégées et conservées* ont été développés par Catherine Machalaba et William B. Karesh (EcoHealth Alliance), Jimmy Lee et Tom Hughes (Conservation Medicine), et Ulrika Åberg, Biljana Aljinovic, et Carla Danelutti (UICN).

Ces principes « Une seule santé » pour le tourisme durable s'appuient sur la publication intitulée *Des personnes et des espèces sauvages en bonne santé grâce à la protection de la nature: lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux menaces de maladies à l'intérieur et autour des aires protégées et conservées*; et fournissent une perspective de l'approche « Une seule santé » axée sur les aspects liés au tourisme. Thierry Lefebvre, Dao Nguyen et James Hardcastle ont apporté une collaboration précieuse tout au long du processus. Un processus de consultation formel a été mené auprès d'intervenants du tourisme durable. Les experts suivants sont ici remerciés pour leur précieuse contribution dans le cadre de ce processus:

- Anna Spenceley, Yu-Fai Leung et Daniela Cajiao Vargas, Groupe de spécialistes du tourisme et des aires protégées de la CMAP-UICN (TAPAS)
- Dirk Glaesser et Virginia Fernandez-Trapa, OMT
- Elke Dens, The Travel Foundation
- Susanne Etti, Intrepid Travel
- Hitesh Mehta, HM Design
- Pascal Abdallah, Responsible Mobilities
- Teresa Pastor, Fédération EUROPARC
- Bobby Chappell, Tourism Impact Services
- Micah Sorum, Solimar International

Ces *Principles* et les *Lignes directrices* qui les accompagnent ont également bénéficié de plusieurs consultations virtuelles et en personne avec des experts et exécutants potentiels, notamment lors : de sessions du Congrès des parcs asiatiques (Kota Kinabalu, Sabah, Malaisie, mai 2022), d'un atelier « Une seule santé » organisé dans le cadre du programme Liberia Conservation Works (Monrovia, Libéria, juillet 2022), du Congrès des aires protégées africaines (Kigali, Rwanda, juillet 2022), d'un atelier de formation pratique au Vietnam (Parc national de Cúc Ph theng, septembre 2022), et d'un événement régional pour les Amériques (virtuel, septembre 2022). Nous remercions également les collègues de la Fondation Planeterra pour leur collaboration généreuse et l'échange de connaissances.

Cette publication a été développée dans le cadre du projet Tourisme durable et aires protégées dans un monde post-COVID (dans le cadre du programme plus général Mesures de réponse à la COVID-19 pour le tourisme) mis en œuvre par l'UICN en partenariat avec la Fondation Planeterra et avec le soutien de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH pour le compte du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). « Mesures de réponse à la COVID-19 pour le tourisme : pour la réponse aux crises, la relance et la résilience » est un programme complet financé par le gouvernement fédéral allemand. Il vise à conserver les structures du secteur du tourisme et à permettre aux acteurs locaux d'offrir des produits et des services dans le tourisme. Dans l'esprit de « reconstruire mieux », l'objectif est de permettre aux entrepreneurs de prendre des décisions d'affaires éclairées en matière de risques, ainsi que d'améliorer les aspects écologiques et sociaux du tourisme et parvenir à une meilleure résilience. Les mesures sont étroitement adaptées aux besoins des populations locales.

Acronymes

ADN	Acide désoxyribonucléique
AFD	Agence française de développement
APC	Aires protégées et conservées
ASAP	Programme de sensibilisation aux espèces exotiques vivantes
Asdi	Agence suédoise de coopération internationale au développement
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement)
CMAP	Commission mondiale des aires protégées
COVID-19	Maladie du coronavirus 2019
CSE	Commission pour la sauvegarde des espèces
EPI	Équipement de protection individuelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GmbH	Gesellschaft mit beschränkter Haftung
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
Norad	Agence norvégienne de coopération au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMSA	Organisation mondiale de la santé animale
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU	Organisation des Nations Unies
PACL	Peuples autochtones et communautés locales
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPE	Prophylaxie post-exposition
RSI	Règlement sanitaire international
SDC	Agence suisse de développement et coopération
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
SRAS-CoV-2	Syndrome respiratoire aigu sévère dû au Coronavirus 2 du genre Betacoronavirus
TAPAS	Tourism and Protected Areas Specialist Group (Groupe de spécialistes du tourisme et des aires protégées)
U.S.	États-Unis
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

Introduction

Les vastes effets de la pandémie de COVID-19 ont inclus d'immenses pertes de vies et de graves conséquences sanitaires et économiques pour les communautés et les écosystèmes. L'un des messages clés de la crise pandémique est que la durabilité doit être une priorité absolue dans tous les secteurs afin d'assurer un avenir sain et sûr. Le tourisme, qui a lui-même subi de fortes perturbations durant la pandémie, fait partie des industries ayant un fort intérêt à réduire les risques et à accroître la résilience vers un modèle plus durable, conforme à une approche « Une seule santé ». Les aires protégées et conservées (APC) offrent un cadre particulièrement important pour le tourisme durable et peuvent servir de catalyseur à une adoption plus générale de meilleures pratiques ancrées dans les principes « Une seule santé », qui aident à équilibrer durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes.

Les *Principes « Une seule santé » pour le tourisme durable dans les aires protégées et conservées* présentent six principes fondamentaux, développés et affinés grâce à une série d'ateliers et de consultations d'experts. Ils fournissent des stratégies pratiques pour les voyageurs et les parties prenantes de l'industrie touristique au sens large dans les APC. Ils sont intentionnellement généraux, ce qui permet leur utilisation et leur adaptation à n'importe quel contexte d'APC. Ils complètent la publication plus générale intitulée *Des personnes et une vie sauvage en bonne santé grâce à la protection de la nature : lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans et autour des aires protégées et conservées*, en mettant l'accent sur le tourisme dans les APC et en faisant le point sur les enseignements tirés des APC et du secteur touristique lors des récentes crises sanitaires. Les principes sont les suivants :

1. Promouvoir et protéger la santé des humains et des autres espèces
2. Gérer de manière proactive les menaces pour la santé de manière à minimiser la dégradation des écosystèmes ou à produire des co-bénéfices pour la nature
3. Prendre en compte le contexte lors de la conception ou l'adaptation d'approches de réduction des risques et de résilience sanitaires
4. Permettre aux visiteurs et aux voyageurs d'être de bons intendants de leur santé et de celle des communautés locales et des écosystèmes qu'ils visitent
5. Assurer un partage équitable des connaissances et des avantages de la recherche et de la surveillance touristiques
6. Coordonner et collaborer entre les secteurs pour soutenir la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux menaces de maladies

Des stratégies et des exemples pratiques sont passés en revue pour chaque principe, puis appliqués à différents contextes de tourisme durable : parcs nationaux, tourisme communautaire à petite échelle ou entreprises privées. Une liste illustrative fournit des directrices sur des approches globales, spécifiques aux sites, à l'industrie du tourisme et axées sur le tourisme, dans lesquelles les approches « Une seule santé » peuvent permettre d'améliorer l'évaluation et les résultats, notamment dans les domaines suivants : sélection de sites, définition de la capacité de charge en matière de visiteurs, veiller à ce que les investissements favorisent des sources diversifiées de génération de revenus pour soutenir la résilience, promouvoir les canaux de communication entre le tourisme, la santé humaine et animale et les autorités environnementales afin d'assurer un flux d'informations opportun et efficace et des messages cohérents, élaborer un code de conduite des visiteurs et encourager les consultations médicales avant les voyages, disposer de programmes de santé et de sécurité pour les employés, et faire des formes durables de tourisme une norme dans les APC. Ensemble, ces principes soulignent que l'analyse des compromis en matière d'environnement et de santé ne doit pas se faire au détriment des activités touristiques et des moyens d'existence, mais qu'une approche « Une seule santé » peut fournir des stratégies pratiques et aider à équilibrer de multiples objectifs entre les secteurs en vue de résultats optimaux.

Partie I: Risques et opportunités liés au tourisme en matière de santé

Aperçu

La pandémie de COVID-19 a mis le monde sur pause, avec d'immenses pertes humaines, des pressions accrues sur la santé publique, les communautés et les écosystèmes, et un arrêt du tourisme parmi ses conséquences les plus importantes. L'expérience de la pandémie, ainsi que d'autres tragédies épidémiques et pandémiques récentes, soulignent que des pratiques non durables aboutissent à une perte de biodiversité et à des changements climatiques, entraînant un risque de pandémie et affectant de nombreuses activités, services écosystémiques et aspects sanitaires dépendant d'un environnement intact (IPBES 2020). Un message clé de ces crises planétaires et autres événements sanitaires est que la durabilité doit être une priorité absolue dans tous les secteurs afin d'assurer un avenir sain et sûr. Les approches « Une seule santé » sont de plus en plus reconnues comme nécessaires pour s'attaquer aux menaces affectant l'interface homme-animal-environnement (voir Encadré 1), des directrices et actions concrètes étant à leur tour nécessaires pour aider à mettre l'approche « Une seule santé » en pratique (World Bank 2018 ; World Bank et FAO 2022 ; WHO Regional Office for Europe 2022).

Le tourisme a été l'une des activités humaines et économiques les plus touchées par la pandémie de COVID-19. À ce titre, l'industrie du tourisme a tout intérêt à promouvoir l'approche « Une seule santé » afin de réduire les risques et accroître la résilience. Le tourisme peut contribuer de manière significative aux objectifs mondiaux en matière de durabilité, y compris par la transition de pratiques de tourisme de masse entraînant une dégradation de la santé humaine, animale et environnementale vers des modèles plus durables et plus sains.

Encadré 1. Définition d'« Une seule santé »

Une seule santé (One Health) est une approche intégrée et unificatrice visant à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. Elle reconnaît que la santé des humains, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et de l'environnement en général (y compris les écosystèmes) sont étroitement liés et interdépendants. L'approche mobilise de multiples secteurs, disciplines et communautés à différents niveaux de la société pour travailler ensemble afin de favoriser le bien-être et de faire face aux menaces pour la santé et les écosystèmes, tout en répondant aux besoins collectifs en eau potable, en énergie et en air, en aliments sains et nutritifs, en prenant des mesures contre les changements climatiques et en contribuant au développement durable.

Adapté de la définition de travail du groupe d'experts de haut niveau « Une seule santé » approuvée par les partenaires « quadripartites » (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Organisation mondiale de la santé (OMS) et Organisation mondiale de la santé animale (OMSA)) en décembre 2021 (One Health High-Level Expert Panel 2022)

Le secteur du tourisme peut générer de nombreux avantages, notamment des contributions à la conservation de la biodiversité, aux moyens d'existence des communautés et au bien-être des visiteurs. Dans le même temps, certaines pratiques touristiques présentent des risques de conséquences néfastes, notamment un risque d'exposition et de transmission de maladies aux humains et autres espèces, et de dégradation des écosystèmes. Pour toutes ces raisons, une approche « Une seule santé » est nécessaire pour aider à identifier les liens entre la santé humaine, animale et environnementale et gérer les menaces ou les impacts potentiels liés au tourisme, et pour faire de même pour la conservation et le tourisme afin de s'assurer que ce dernier contribue au développement durable. En effet, la nécessité pour l'industrie d'améliorer sa résilience a été soulignée dans la « Vision 'Une seule planète' pour une relance responsable du secteur du tourisme », accueillie avec volonté politique par le biais des Recommandations pour une transition vers une économie verte des voyages et du tourisme que les ministres du tourisme du G20 (Groupe des Vingt) ont saluées en 2021 (Organisation mondiale du tourisme 2020; OMT 2021)¹. Ceci est particulièrement important dans les aires protégées et conservées, afin d'assurer leur résilience à long terme et la protection de la santé des populations humaines et animales et des écosystèmes (Reaser 2021).

¹ Plusieurs motions du Congrès mondial de la nature 2020 renforcent également cette orientation générale (par exemple, la motion 130 : « Renforcer le rôle du tourisme durable dans la conservation de la biodiversité et la résilience des communautés »)



Crédit : Shutterstock

Le tourisme se définit de façon très vaste² et peut impliquer un large éventail d'objectifs, d'écosystèmes, de populations et de pratiques. Ceci peut présenter à la fois des avantages connexes et des compromis, la santé étant une priorité clé du développement durable qui doit être prise en compte. Étant donné que le tourisme peut placer des personnes dans de nouveaux contextes et peut impliquer des interactions nouvelles ou accrues, les implications potentielles pour la santé devraient être prises en compte à la fois pour les activités touristiques existantes et potentielles.

Les aires protégées et conservées (APC)³ offrent un cadre important pour le tourisme et font l'objet du présent document. Elles abritent généralement des zones à forte valeur de biodiversité. Si des humains sont présents dans ces zones, les interactions entre animaux sauvages et humains peuvent présenter un risque de maladies zoonotiques;⁴ La faune sauvage peut servir de réservoir ou d'hôte pour des agents pathogènes zoonotiques et peut également être sensible aux infections introduites par les humains ou les animaux domestiques (voir par exemple IPBES 2020).⁵ Le tourisme peut apporter de nouvelles activités dans ces zones et peut augmenter le nombre de personnes et autres espèces (p. ex. animaux de compagnie, espèces envahissantes) dans les habitats de la faune sauvage, deux facteurs susceptibles d'augmenter les risques sanitaires et d'avoir des effets néfastes sur l'environnement. Cela peut avoir de graves conséquences pour une population ou même une espèce en général, car les frontières superficielles et souvent poreuses entre les aires protégées et non protégées font que les populations sont susceptibles de se propager plus largement en dehors des limites formelles d'un site et vice versa.

Dans le même temps, le tourisme dans les aires protégées peut générer des revenus vitaux pour les activités de conservation et peut bénéficier de mécanismes de gouvernance locaux et nationaux intégrant de multiples secteurs et parties prenantes dans la prise de décision et la gestion. Les APC peuvent faciliter la mise en place et la mise en œuvre de l'approche « Une seule santé », par exemple en intégrant des stratégies de réduction des risques sanitaires et autres considérations plus générales liées à l'approche « Une seule santé » dans les plans de gestion des sites existants (voir les *Lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans et autour des aires protégées et conservées*). Cette capacité existante peut constituer un point de départ précieux pour la mise en œuvre et un futur partage plus étendu des avantages, y compris avec les communautés locales et les sites non actuellement protégés.

Collectivement, les principes « Une seule santé » renforcent le fait que le tourisme durable offre une approche bien équilibrée dans les APC, minimisant les compromis potentiels et optimisant les avantages connexes. Le

² Tel que défini par l'Organisation mondiale du tourisme, « le tourisme est un phénomène social, culturel et économique impliquant la circulation de personnes vers des pays ou des lieux en dehors de leur environnement habituel à des fins personnelles ou professionnelles. Ces personnes sont appelées visiteurs (qu'il s'agisse de touristes ou d'excursionnistes, de résidents ou de non-résidents) et le tourisme est lié à leurs activités, dont certaines impliquent des dépenses touristiques ». <https://www.unwto.org/glossary-tourism-terms>

³ Selon la définition de l'UICN : « Un espace géographique clairement défini, reconnu, dédié et géré, par des moyens légaux ou autres moyens efficaces, pour parvenir à la conservation à long terme de la nature avec les services écosystémiques et les valeurs culturelles associés ».

⁴ Les agents pathogènes zoonotiques (ou « zoonoses ») se réfèrent à ceux transmis entre les animaux et les humains.

⁵ Pour de plus amples informations, des études de cas et des références sur les menaces sanitaires et les stratégies de réduction des risques dans les APC, veuillez consulter les *recommandations connexes*.

tourisme durable est défini comme « un tourisme tenant pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, répondant aux besoins des visiteurs, de l'industrie, de l'environnement et des communautés locales (d'accueil) » (UNWTO et UNEP 2005).⁶

Menaces sanitaires

La santé des humains, des animaux et des écosystèmes est associée à de nombreux déterminants et à de nombreuses maladies transmissibles et non-transmissibles (positives et négatives). Une approche « Une seule santé » permet de saisir l'éventail des facteurs et résultats importants pour les parties prenantes. Par exemple, les loisirs et autres formes de tourisme peuvent présenter des avantages physiques, émotionnels et en termes de santé mentale associés au temps passé dans la nature. Dans le même temps, l'introduction ou l'exposition à des agents pathogènes ou à des toxines liés aux activités et aux infrastructures touristiques (par exemple, les moyens de transport tels que les bateaux de croisières) peut nuire à la santé des humains, des autres animaux et des écosystèmes. En raison, par exemple, d'une mauvaise gestion des déchets, d'empiètements sur les habitats de la faune sauvage et d'une surexploitation de celle-ci et des ressources naturelles, les activités humaines peuvent également entraîner la dégradation des écosystèmes, avec des conséquences telles que la réduction de la fonction et de la fourniture de services écosystémiques. Certains effets à court et à long terme sur la santé humaine peuvent résulter de cette dégradation, tels que les dommages causés aux récifs coralliens ou aux mangroves protégeant les communautés côtières contre les tempêtes (empêchant ainsi les blessures et la transmission vectorielle de maladies liées aux inondations) et fournissant un habitat vital à des poissons importants pour la nutrition.

Les maladies infectieuses constituent un aspect important de la veille sanitaire et des résultats en matière de santé. En vertu du Règlement sanitaire international (RSI), les pays ont une obligation légale en cas d'urgence de santé publique de portée internationale (WHO 2016),⁷ mais peuvent également être proactifs en matière de prévention à la source pour minimiser les risques de propagation et gérer efficacement les épidémies locales.

Comme on l'a vu avec la pandémie de COVID-19, les épidémies de maladies infectieuses ont le potentiel de se propager rapidement, chez plusieurs espèces, avec de graves conséquences sur la vie ainsi que sur l'économie. L'industrie du tourisme a été clairement, directement et indirectement touchée par cette pandémie, renforçant la nécessité de mesures de prévention et de résilience adéquates en cas de pandémies mondiales ainsi que



Bien que les exigences en matière de dépistage des maladies puissent être très visibles dans les aéroports, de nombreux aspects du tourisme peuvent appliquer une approche « Une seule santé » pour promouvoir des résultats sains et durables. Crédit : Wikimedia Commons.

⁶ Pour plus d'informations sur cette définition, veuillez consulter Leung et al. 2019, Gestion du tourisme et des visiteurs dans les aires protégées : Lignes directrices pour la durabilité.

⁷ Le RSI est un instrument international juridiquement contraignant. La mise en œuvre du RSI par les pays vise à « limiter la propagation des risques sanitaires dans les pays voisins et à prévenir toute restriction injustifiée aux voyages et au commerce. » Pour plus d'informations, voir : <https://www.who.int/health-topics/international-health-regulations>

d'épidémies et maladies endémiques plus locales. Le tourisme peut, par inadvertance, faciliter l'introduction de maladies dans de nouveaux endroits, la dimension des voyages internationaux ayant contribué de manière significative à la propagation mondiale de nombreuses maladies au cours des dernières années, décennies et siècles. En plus de la propagation de maladies, les activités touristiques peuvent également impliquer des activités augmentant le risque de propagation de maladies connues et nouvelles entre les espèces, une source de maladies zoonotiques nouvelles et connues (voir Encadré 2). Dans le même temps, l'industrie du tourisme peut jouer un rôle crucial dans la détection des maladies et la réduction des risques, faisant ainsi partie intégrante de la solution.

Encadré 2. Aperçu du tourisme et des maladies zoonotiques

Des événements antérieurs de propagation de maladies zoonotiques ont été liés au tourisme, comme on l'a vu par exemple avec plusieurs cas de maladie à virus de Marburg. Certaines pratiques touristiques entraînent des risques de propagation d'agents pathogènes entre les espèces, en particulier si une distance adéquate n'est pas respectée. Le développement ou l'expansion d'opérations touristiques peut être associé à un accès accru à des sites ou à des changements dans d'autres pratiques susceptibles d'affecter le risque sanitaire (comme l'élevage du bétail pour répondre à des besoins accrus d'approvisionnement alimentaire), ainsi qu'à des changements d'utilisation des terres entraînant l'émergence de maladies (IPBES 2020). Les touristes peuvent se voir offrir des rencontres ou des expériences avec la faune sauvage dans des milieux sauvages ou captifs, lors desquelles ils pourront prendre dans leurs bras, toucher ou nourrir des animaux sauvages. Cette interaction physique peut entraîner la transmission de maladies infectieuses entre les humains et les animaux. Même les menaces ou événements sanitaires localisés peuvent affecter la perception de la faune sauvage ainsi que la demande touristique, de sorte que la communication proactive des risques ainsi que leur gestion sont essentielles.

Du point de vue de la biodiversité, les risques et impacts ne se limitent pas à la santé humaine. Les humains peuvent introduire, sans le savoir, des espèces envahissantes ainsi que des agents pathogènes préoccupants pour d'autres espèces, entraînant des effets dévastateurs. Un exemple clé est la transmission de maladies respiratoires mortelles par les humains à des populations de gorilles, en voie de disparition, lors de circuits de trekking (Macfie et Williamson, 2010). En plus des infections zoonotiques, les activités humaines peuvent également constituer un vecteur mécanique : l'introduction du champignon *Pseudogymnoascus destructans* dans les grottes, probablement sous les bottes d'un visiteur, a entraîné de graves déclin chez les chauves-souris, affectées par le syndrome du nez blanc en Amérique du Nord.

Objectif et public cible

Ce document fournit six principes fondamentaux « Une seule santé », pour le tourisme durable dans les aires protégées et conservées (APC), pouvant être appliqués et adaptés à chaque contexte spécifique. Le public cible regroupe les voyageurs et autres parties prenantes de l'industrie touristique au sens large en ce qui concerne les APC (par exemple, l'autorité gouvernementale en matière de tourisme ou d'aires protégées accordant des concessions touristiques, les entreprises touristiques communautaires locales ou les entreprises commerciales plus importantes).

Ces principes sont fournis en tant que document d'accompagnement des *Lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans et autour des aires protégées et conservées* (UICN 2022, sous presse), qui fournissent des stratégies plus générales de réduction des risques sanitaires à l'intention spécifique des gestionnaires d'APC pour dix sujets clés alignés sur les approches globales de la norme de la Liste verte :

- **Conception et planification judicieuses** : 1) Évaluation des risques sanitaires, 2) Lâchers d'animaux, 3) Planification de l'utilisation des sites et zones tampons ;
- **Gestion efficace** : 4) Suivi et surveillance, 5) Notification et enquête en cas de maladie, 6) Observation, manipulation et utilisation sûres de la faune sauvage, 7) Biosûreté et biosécurité, 8) Mesures de contrôle ;
- **Bonne gouvernance** : 9) Communication des risques, et 10) Coordination « Une seule santé ».

Des exemples illustratifs et des études de cas sont présentés comme preuve du concept des six principes « Une seule santé » pour le tourisme durable et des stratégies pratiques dans différents contextes, tels que les parcs nationaux, le tourisme communautaire à petite échelle ou les entreprises privées. Ces principes sont intentionnellement généraux et ne visent pas à remplacer des lignes directrices plus détaillées sur des maladies ou espèces spécifiques.

Partie II: Principes « Une seule santé » pour un tourisme durable

Principe 1: Promouvoir et protéger la santé des humains et des autres espèces

Le secteur du tourisme est responsable de promouvoir et protéger la santé des humains et des autres espèces touchées par ses activités. Cela comprend la gestion des expositions potentielles liées au temps passé dans les habitats de la faune sauvage ou à des interactions avec d'autres espèces, à la susceptibilité à une immunité antérieure nulle ou faible aux agents pathogènes locaux ou introduits, et aux sources de dégradation de l'environnement affectant la santé des humains, des animaux et de l'environnement.

La **promotion de la santé** encourage les touristes à adopter des comportements sains. La protection de la santé évite ou minimise les pratiques à risque pouvant résulter en un mauvais état de santé des personnes et des animaux. Dans le cas des zoonoses et des maladies à transmission vectorielle, cela signifie adopter une position de réduction des risques qui prend des mesures pour limiter les expositions aux animaux et aux vecteurs pouvant présenter un risque. Dans les opérations touristiques, les visiteurs pourraient n'avoir qu'une faible immunité aux agents pathogènes susceptibles de circuler localement. De même, les visiteurs étrangers peuvent apporter de nouveaux agents pathogènes non présents dans les populations locales humaines ou d'autres espèces. En outre, la faune sauvage peut présenter une faible immunité aux agents pathogènes circulant chez les humains et être, de ce fait, sensible aux infections et aux maladies.

Au cours de la pandémie de COVID-19, des débordements de SRAS-CoV-2, le coronavirus responsable de la COVID-19, ont été signalés chez un certain nombre d'animaux sauvages⁸, probablement initialement dus à des touristes visitant des zoos ou des centres de sauvetage et se propageant ensuite à certaines populations en liberté (probablement via la gestion des déchets ou autres expositions). Cette transmission a été signalée sur des sites dans les zones rurales et urbaines, et met en lumière les implications potentielles de débordements vers les animaux sauvages en liberté (y compris dans les APC). Une conséquence majeure de ces débordements pourrait être la création de nouveaux réservoirs, susceptibles de conduire à de futures introductions de maladies, ainsi qu'à de graves conséquences pour la santé de certaines espèces sauvages, qui pourraient saper les efforts de conservation dans les APC. De bonnes pratiques devraient être en place pour promouvoir et protéger la santé en tout temps, étant donné les nombreuses infections connues pour être transmissibles entre les humains et d'autres espèces, mais une vigilance accrue peut être nécessaire pendant les épidémies actives, par exemple, par des tests, des masques et/ou des exigences d'immunisation pour les visiteurs, selon les circonstances. Des orientations spécifiques sur le tourisme et les visites dans les aires protégées durant la pandémie de COVID-19 ont été préparées pour aider les gestionnaires d'APC à mener des opérations touristiques sûres pendant la pandémie (Commission européenne, Direction Générale des Partenariats internationaux, Spenceley, A. 2021)

En raison du potentiel de transmission de maladies entre espèces, du risque de prédation de la faune sauvage et de contamination des écosystèmes aquatiques et terrestres (par exemple, impacts des excréments de chiens sur la qualité de l'eau), il est nécessaire de gérer de manière adéquate la présence d'animaux domestiques à l'intérieur et autour des APC dans le cadre du tourisme. Par exemple, Des chevaux et autres animaux domestiques et sauvages (par exemple, chameaux, éléphants) sont parfois impliqués dans le transport des touristes à l'intérieur et autour des APC, des élevages de bétail se trouvent parfois à l'intérieur et autour des APC, et les visiteurs peuvent chercher à amener leurs animaux de compagnie avec eux lors de loisirs et autres activités touristiques. Les politiques varient en fonction des sites. Par exemple, certaines APC interdisent aux visiteurs d'amener des animaux domestiques (y compris des animaux de compagnie) dans les aires protégées et conservées, tandis que d'autres autorisent les chiens s'ils sont tenus en laisse. En fin de compte, les mesures appropriées dépendront du contexte et s'appuieront sur une évaluation des risques dans le cadre d'une analyse globale des risques.



La signalisation visuelle peut aider à éduquer les visiteurs sur les pratiques responsables. Crédit: C. Machalaba

⁸ Pour les informations les plus récentes concernant la COVID-19 chez les animaux, voir : <https://www.woah.org/en/what-we-offer/emergency-preparedness/covid-19>

La voie de transmission spécifique de l'infection déterminera les mesures de prévention et de contrôle nécessaires (par exemple, dans le cas d'un norovirus ou d'une maladie respiratoire, l'isolement sera justifié dans les deux cas, mais des mesures de prévention et de contrôle supplémentaires s'appliqueront également : mesures d'hygiène appropriées dans la préparation des aliments dans le cas des norovirus, et masquage approprié du nez et de la bouche et distanciation en cas de maladie respiratoire seront essentiels). Il est important que les entreprises touristiques se tiennent informées des recommandations des autorités de santé publique et, le cas échéant, des autorités de santé animale (Encadré 3).

Encadré 3. Le virus de la rage : une menace qui requiert toute l'attention des voyageurs

Une morsure ou une griffure d'un animal enragé dans un endroit où le virus de la rage est endémique peut mettre une vie en danger, car la rage est pratiquement mortelle à 100%, sans accès rapide à une prophylaxie post-exposition (PPE). Au moment où les symptômes apparaissent, il est trop tard pour un traitement. Pour cette raison, il est essentiel de commencer un régime de PPE (impliquant une série de vaccins antirabiques et une dose d'immunoglobulines) dans les premières 24 heures. Un lavage minutieux de la plaie est également important afin de réduire le risque de rage ainsi que d'autres infections. Parce que les conséquences de l'infection par le virus de la rage sont si graves, il est généralement recommandé que les personnes ayant un contact étroit avec un patient infecté reçoivent également la PPE. Bien que l'on ne s'attende généralement pas à ce que les fournisseurs de services touristiques disposent eux-mêmes de PPE, la création de partenariats avec les établissements de santé et les autorités de santé humaine et animale locaux peut aider à garantir qu'une réponse appropriée soit mise en œuvre en cas d'exposition potentielle à la rage. Parce que la grande majorité des cas de rage chez les humains provient de chiens domestiques, pour la sécurité des touristes, il est également important que des campagnes de vaccination canine soient en place dans et autour des zones touristiques dans les pays où la rage est endémique. Dans les zones où les animaux sauvages pourraient être affectés par une introduction du virus de la rage, les campagnes de vaccination canine (pour les animaux de compagnie et les chiens errants) à proximité des APC peuvent également aider à protéger la faune sauvage.

Le maintien d'une **distance sécuritaire** entre les humains, la faune sauvage et les animaux domestiques est une priorité afin d'éviter la transmission de maladies aux humains et aux autres espèces, et devrait être souligné dans les APC. La distanciation sécuritaire lors de l'observation de la faune sauvage est déjà recommandée comme meilleure pratique en matière de tourisme durable, en particulier pour les espèces très sensibles aux infections humaines ou connues pour transmettre des maladies zoonotiques, avec des distances appropriées variant selon les espèces. Pour les grands singes, qui partagent plus de 98% de notre ADN, une distance d'observation de 7 mètres ou plus est généralement requise pour les visiteurs (voir les lignes directrices des meilleures pratiques de l'UICN pour le tourisme lié aux grands singes), et les dernières recommandations suggèrent que celle-ci devrait être augmentée à 10 mètres, à la lumière de la situation en matière de COVID-19 (IUCN SSC Primate Specialist Group 2021). La réduction du nombre de visiteurs peut également permettre de mieux maîtriser les risques. La distanciation devrait également tenir compte des comportements et des mouvements des animaux. Par exemple, les sentiers peuvent être pensés pour être adjacents aux dortoirs ou aux couloirs migratoires des chauves-souris, plutôt que de passer directement sous ceux-ci. Des sentiers ou des routes clairement balisés, une signalisation, des zones d'observation désignées et l'utilisation de guides peuvent aider à favoriser la circulation des visiteurs afin de maintenir une distance sécuritaire. Les touristes et les guides touristiques doivent rester attentifs à la distanciation. Certaines pratiques peuvent entraîner des erreurs de jugement susceptibles de mettre les humains et les animaux en danger. Par exemple, dans une étude menée avant la pandémie de COVID-19, une analyse de plus de 800 « selfies »⁹ avec des animaux sauvages a révélé que 86% se trouvaient à moins de 4 m des gorilles, certains impliquant même un contact direct, et le masquage s'est avéré incohérent d'un site à l'autre (Van Hamme et al. 2021). En plus des considérations de conservation et de bien-être, de telles pratiques peuvent entraîner des griffures et des morsures, voire des blessures graves. Les animaux peuvent également être stressés ou en mauvaise santé, entraînant un affaiblissement de leur état immunitaire qui les mettra davantage en danger. De plus, le processus de recherche d'animaux pour des photos peut perpétuer des pratiques d'extraction associées à des risques importants de maladies zoonotiques. Des études observationnelles peuvent identifier les domaines où les directives ne sont pas suivies et aider à concevoir des pratiques plus sûres. Dans ce cas, des conseils spécifiques pourront être fournis par les guides sur les endroits sûrs désignés pour les photos pendant un trek, ou autres solutions favorisant de bonnes pratiques cohérentes. Au fil du temps, les animaux habitués (en particulier ceux associés à l'endroit où ils se nourrissent) peuvent être de plus en plus confiants avec les touristes, ce qui nécessitera des évaluations continues des risques et de possibles ajustements des offres touristiques afin d'assurer la sécurité des humains et des autres espèces.

⁹ Un selfie est généralement défini comme une photographie prise de soi-même, généralement à l'aide d'un smartphone et partagée sur les réseaux sociaux, montrant dans ce cas une proximité entre la personne et la faune sauvage.



Les activités touristiques devraient tenir compte des liens écologiques plus généraux, y compris la gestion des ressources en eau et des habitats de la faune sauvage. Crédit : Magdy Aly

Dans certains cas, le tourisme durable, le bénévolat, l'éducation et/ou la recherche vont de pair et des interactions plus étroites avec la faune sauvage peuvent être justifiées. Toutes les espèces et tous les groupes taxonomiques ne présentent pas le même risque de transmission ou d'être affectés par des zoonoses, et les voies de transmission et stratégies appropriées de réduction des risques peuvent varier. Dans le cas d'APC où les reptiles et les amphibiens, les oiseaux, le bétail et plusieurs autres groupes taxonomiques connus pour abriter des salmonelles ou autres agents pathogènes pouvant causer des maladies gastro-intestinales peuvent être manipulés, des installations devraient être mises en place pour faciliter le lavage des mains avec du savon et de l'eau, ainsi que le nettoyage et l'élimination des déchets animaux et des matériaux d'habitation. Pour les contacts avec les grands singes en liberté ou dans des centres de secours, une série de protocoles est susceptible d'être pertinente, tels que des équipements de protection individuelle appropriés, une période de quarantaine et la preuve d'un résultat négatif au test de la tuberculose.

Limitier ou interdire les visiteurs peut avoir des conséquences économiques importantes pour les entreprises et les communautés locales dépendantes des revenus liés au tourisme. Pendant les périodes à haut risque de la pandémie de COVID-19, de nombreuses APC ont cherché à développer des sources de revenus alternatives pour soutenir les opérations du parc et les communautés touchées tout en évitant les visites en personne, telles que des visites virtuelles ou photographiques (European Commission 2022). L'augmentation du tourisme intérieur peut également fournir des ressources économiques vitales et promouvoir une intendance et une sensibilisation locales et nationales plus vastes aux pratiques durables et saines dans les APC. Développer de manière proactive des options compatibles avec la conservation et favorisant la résilience est idéal dans le cadre d'investissements dans le tourisme durable.

Au-delà des maladies infectieuses, les offres touristiques peuvent potentiellement soulever d'autres problèmes de santé. Une **évaluation des impacts sur la santé** humaine, des animaux et, des écosystèmes ; devrait être effectuée. Par exemple, le tourisme pourrait, par inadvertance, entraîner la contamination d'un écosystème (par des détergents de lessive ou autres contaminants dans les eaux usées, les eaux d'égout et les déchets humains, les déchets plastiques ou électroniques ou le plomb utilisé pour la chasse). Ces contaminations peuvent avoir des impacts étendus et durables pour les APC.

Dans l'ensemble, bien que certains voyageurs puissent penser, à juste titre, que les touristes craignent trop les risques de maladies, il est avantageux d'être proactif en matière de promotion et de prévention sanitaire, car la demande touristique peut grandement souffrir en cas de perte de confiance quant à la sécurité perçue ou réelle d'une opération ou d'un lieu. Les infections d'origine alimentaire et hydrique associées aux voyages sont des exemples courants de menaces sanitaires pouvant dissuader les visiteurs récurrents ou nouveaux. L'évaluation et une analyse plus générale des risques peuvent être utiles lors de l'examen des responsabilités juridiques et pour éclairer les stratégies de réduction des risques et de continuité des activités (voir les Principes 2 et 3).¹⁰

¹⁰ Consultez les *lignes directrices* pour les étapes et outils spécifiques d'analyse des risques.

Principe 2: Gérer de manière proactive les menaces pour la santé de manière à minimiser la dégradation des écosystèmes ou à produire des co-bénéfices pour la nature

Dans le cadre des efforts de tourisme durable, les touristes, les guides touristiques et les voyageurs devraient suivre des pratiques à faible impact environnemental ou sans impact environnemental dans les APC, afin de réduire les risques de propagation et de transmission de maladies. Idéalement, cela se traduira par une priorité à éviter les expositions ou à l'utilisation de mesures de protection responsables pour la prévention et le contrôle, la gestion des déchets et la conception de sentiers et autres points d'accès. Les APC devraient évaluer leur **capacité de charge** en matière de visiteurs, et surveiller et ajuster en permanence le nombre de visiteurs autorisés par site (et pour chaque attraction touristique), au besoin.

Il pourra être nécessaire d'**évaluer et d'équilibrer les compromis environnementaux** sous-jacents à des mesures de protection sanitaire bien intentionnées. Par exemple, le port du masque est une stratégie clé utilisée pour prévenir la propagation respiratoire de la COVID-19 entre les personnes ainsi que vers d'autres espèces. Cependant, la présence de plus en plus fréquente de masques dans les milieux sauvages, y compris le long des plages et des rivières, renforce les défis de collecte des déchets, en particulier dans les APC déjà limitées quant à leurs ressources financières et ne disposant pas d'une collecte de déchets vers des systèmes centralisés de gestion des déchets. Pour les personnes se rendant dans des environnements fortement exposés aux excréments d'animaux sauvages, il est important de disposer d'équipements de protection individuelle (EPI) adéquats, y compris un masque. Rendre le port du masque obligatoire dans ces situations peut aider à réduire les risques, mais les masques (et autres EPI) contaminés créent également de nouvelles sources de déchets, potentiellement en grande quantité. Faciliter la gestion responsable des déchets de la part des visiteurs (par exemple en utilisant des poubelles désignées à la sortie d'une grotte ou d'un centre de sauvetage) peut aider à limiter les déchets. Choisir le bon EPI, équilibrant le cycle de vie et la protection, est également important et un domaine en évolution.



La gestion responsable des déchets est un aspect important du tourisme durable. Crédit: C. Machalaba

L'utilisation de crème solaire, une mesure préventive clé contre le cancer de la peau chez l'homme, est un autre exemple d'équilibrage des compromis. Pour protéger également la santé environnementale, les entreprises de l'économie bleue commencent à exiger que les visiteurs utilisent des crèmes solaires « sans danger pour les récifs » ou « adaptés aux récifs », qui ne contiennent pas d'ingrédients liés au blanchiment des récifs coralliens, tels que l'oxybenzone et l'octinoxate. Pour encourager le respect de ses règles, des messages envoyés aux visiteurs avant leur visite pour les sensibiliser à apporter des produits sûrs, et une collaboration avec les vendeurs locaux pour assurer une large disponibilité afin que les consommateurs puissent accéder et prioriser des produits plus sûrs constituent des outils importants.

Dans certains cas, les offres touristiques sont soigneusement conçues pour perturber le moins possible la faune sauvage. Cependant, l'introduction de populations humaines dans les habitats de la faune sauvage s'accompagne souvent d'installation de logement temporaires ou permanentes, de sites de stockage de nourriture et de production agricole. Avec ces changements, certaines espèces sauvages peuvent être déplacées ou peuvent augmenter en

abondance en raison de la disponibilité de ressources telles que les cultures, les restes de nourriture et les déchets qui attirent ces animaux. Cela peut les amener à être considérés comme des animaux nuisibles ou des parasites, en particulier pour ceux présentant un risque de maladies infectieuses ou autres dangers (par exemple, morsures de serpents venimeux). Des mesures devraient être prises, comme solution principale, pour décourager la présence indésirable de faune ou d'animaux sauvages autour de ces zones, par exemple en protégeant les bacs à céréales contre les rongeurs, en sécurisant les déchets pour empêcher tout accès par la faune sauvage et en évitant toute alimentation supplémentaire par le personnel et les visiteurs de l'aire protégée. À titre de garantie secondaire, les personnes devraient être informées de l'importance des mesures personnelles visant à réduire les expositions, telles que des chaussures appropriées pour se protéger contre les morsures de serpent. Si des mesures de contrôle des animaux sont mises en œuvre, celles-ci devraient être étudiées de près pour une évaluation minutieuse des conséquences néfastes et un suivi continu. Par exemple, les appâts empoisonnés pour les rongeurs peuvent avoir de graves effets sur des espèces et écosystèmes non ciblés.

En fonction des risques, des changements dans les attractions touristiques pourront aider à réduire les expositions. Les **informations écologiques et épidémiologiques** peuvent aider à orienter les options. Par exemple, si des maladies transmises par les moustiques constituent un problème, comprendre si les espèces préoccupantes sont principalement actives pendant la journée ou la nuit pourra guider les options potentielles (par exemple, passer de visites de jour à des visites de nuit ou vice-versa, utilisation de moustiquaires, etc.).

Même dans les visites conçues pour être à faible impact, de nouvelles préoccupations en matière de santé et de durabilité peuvent être identifiées au fil du temps et du fait de conditions changeantes. Par exemple, les croisières en bateau peuvent permettre de voir un site tout en aidant à maintenir à son minimum le nombre de visiteurs foulant ce site. Cependant, les bateaux peuvent potentiellement faciliter l'introduction d'espèces envahissantes et autres encrassements biologiques. Un certain nombre de facteurs, tels que l'emplacement et la durée du séjour, le potentiel envahissant d'une espèce, les pratiques de décontamination et les stratégies de gestion des déchets, peuvent réduire ou accroître ces impacts. Dans certains cas, y compris pour les embarcations visitant ou traversant des APC, des stratégies de réduction des risques telles que la décontamination et l'inspection des navires peuvent être plus faciles à mettre en œuvre dans les ports de départ (McCarthy et al. 2022).



Le risque d'introduction d'espèces envahissantes devrait être pris en compte dans les offres touristiques, y compris les excursions en bateau. Crédit: C. Machalaba

Dans certains cas, les réponses aux risques de maladies ou aux épidémies ont ciblé la faune sauvage ou ses habitats d'une manière préjudiciable à la biodiversité. En général, une telle réponse est inappropriée, ciblant

souvent les mauvaises espèces, gaspillant des ressources, augmentant potentiellement le risque de maladies et ayant des effets à plus long terme sur l'espèce ou l'écosystème. De meilleures options peuvent inclure la refonte des activités touristiques pour offrir des avantages récréatifs, générer des opportunités de moyens d'existence nouveaux ou alternatifs et éviter la dégradation des services écosystémiques bénéfiques pour la santé (Encadré 4). Les opérateurs touristiques pourront apporter une contribution importante à l'évaluation des risques et aux processus d'analyse des risques plus généraux entrepris par les autorités de gestion de la santé publique et des aires protégées pour guider les mesures appropriées (voir le Principe 3 dans la section suivante).

Encadré 4. Gérer les risques sanitaires de manière à soutenir les moyens d'existence et les écosystèmes

Dans la forêt de Maramagambo du parc national Queen Elizabeth, la grotte du python accueille des millions de chauves-souris et constitue une attraction touristique populaire. La présence d'humains dans la grotte a généré un potentiel d'exposition aux virus transmis par les chauves-souris, en particulier par l'urine et les excréments des chauves-souris qui se reposent et survolent la grotte. Après qu'un touriste ait contracté le virus de Marburg, une plateforme d'observation sûre a été construite en partenariat avec le Centre de contrôle et de prévention des maladies des États-Unis pour permettre aux visiteurs d'observer les chauves-souris sans entrer dans la grotte. Utilisant une zone vitrée fermée, cette solution créative assure la sécurité des visiteurs tout en permettant au tourisme de continuer et en réduisant la dégradation d'un habitat écologique sensible, une triple victoire pour la santé, le tourisme et la conservation.

Le potentiel d'infection connu du virus de Marburg chez les humains et les primates non humains signifie également que le tourisme impliquant les grands singes ou autres primates non humains devrait être attentif à la combinaison d'activités touristiques offertes. Par exemple, sur la base de ce risque de maladie pour les humains et la faune sauvage, les visites aux grands singes devraient idéalement éviter les excursions dans les grottes ou être conçues pour s'assurer que l'observation des grands singes se fasse avant de visiter les sites de grottes (Macfie et Williamson 2010).



Les offres touristiques devraient éviter d'entrer dans des zones proches des chauves-souris ou exiger des mesures de réduction des risques suffisantes pour assurer la sécurité des personnes et des chauves-souris. Crédit : Shutterstock.

Principe 3: Prendre en compte le contexte lors de la conception ou de l'adaptation des approches de réduction des risques et de résilience sanitaires

Il n'existe pas de moyen universel de réduire efficacement le risque de maladies et de renforcer la préparation dans tous les contextes d'APC. Étant donné que les solutions potentielles pourraient comporter des compromis, en particulier pour les communautés locales, les approches devraient être adaptées aux besoins et aux priorités de chaque contexte particulier. L'adhésion, les incitations et l'habilitation à mettre en œuvre et à appliquer les approches proposées doivent toutes être prises en compte. Même si des activités touristiques durables ne pourront éliminer complètement les risques sanitaires, elles pourront considérablement les réduire.

Une façon pratique de commencer est d'identifier les « **interfaces** » clés où une exposition est plus susceptible de se produire. Pour les maladies zoonotiques, cela inclut les paramètres ou pratiques augmentant les contacts étroits avec des animaux sauvages ou domestiques ou leurs fluides corporels (par exemple, sang, matières fécales, salive et urine). Les expositions peuvent être directes (par exemple, via des piqûres) ou indirectes. Les exemples incluent entrer dans des grottes où des chauves-souris sont présentes, les marchés où des animaux vivants sont détenus ou abattus, les restaurants servant des animaux sauvages, ou les interactions physiques avec la faune sauvage dans les zoos ou via des expériences telles qu'alimenter, caresser ou prendre un animal dans ses bras. Certaines de ses situations peuvent se produire à l'extérieur des limites officielles des APC, mais près de celles-ci. Dans le cas d'une propagation humains-humains, cela peut inclure les endroits à fortes concentrations de touristes ou des pratiques comme la préparation d'aliments lorsqu'un employé malade peut contaminer les aliments consommés par de nombreux visiteurs. Comprendre la nature de ces interfaces permet de prioriser et de cibler les mesures de réduction des risques.

Il est important de garder à l'esprit que les opérateurs peuvent travailler avec des touristes aux normes culturelles, langues ou niveaux de connaissance en santé très différents, ce qui peut nécessiter l'adaptation des stratégies de communication et de gestion des risques. Pour cette raison, un **suivi et une évaluation continus** seront nécessaires pour déterminer ce qui fonctionne et ce qui doit être affiné. Avant de concevoir une possible intervention, mener des études sur les connaissances, les attitudes et les pratiques ou des consultations auprès des parties prenantes peut aider à comprendre l'état actuel et les causes profondes des problèmes et à identifier les solutions alternatives acceptables probables ou les facteurs habilitants nécessaires au succès.

La nécessité d'agir est souvent éclairée par une **évaluation des risques**, qui peut être quantitative, qualitative ou une combinaison des deux. Les évaluations des risques peuvent aider à analyser plus en détail des interfaces spécifiques et la base de données probantes pour une question spécifique préoccupante (voir Encadré 5). Il est important de noter que même si un groupe de parties prenantes peut effectuer une évaluation des risques, un groupe tout à fait différent peut être responsable de prendre des mesures ou être mieux placé pour le faire. Pour cette raison, la participation des acteurs du tourisme est avantageuse, et nécessaire, afin d'assurer une compréhension claire d'une menace potentielle pour la santé et obtenir le meilleur résultat possible, équilibrant les divers besoins et priorités des parties prenantes.



Les contextes culturels et autres façonnent les risques ainsi que les solutions appropriées.
Crédit: C. Machalaba

Encadré 5. Rôle de l'évaluation des risques dans la gestion des menaces pour la santé et la sécurité des visiteurs

La question examinée pour une évaluation des risques peut être aussi spécifique ou générale que nécessaire, d'un agent pathogène particulier préoccupant à un risque de maladie zoonotique plus général. Par exemple, considérons la question potentielle : « *Quel est le risque de propagation de maladie dans une grotte utilisée pour des activités d'écotourisme ?* » Dans ce cas, les exemples d'informations pertinentes incluraient les espèces présentes dans et autour de la grotte, le type et la fréquence des interactions avec les humains, et la pathogénicité probable des agents pathogènes connus et nouveaux, sur la base des découvertes locales ou plus générales et de la connaissance des types d'agents pathogènes hébergés par différentes espèces et groupes taxonomiques et de la susceptibilité humaine à ceux-ci. L'évaluation pourrait également, en théorie, identifier les facteurs de protection déjà mis en œuvre par les personnes pour réduire leur exposition, tels que des visites dans les grottes limitées aux périodes où certaines espèces ne sont pas présentes.

Une évaluation des risques peut aider à rassembler la compréhension générale pour estimer les risques ainsi qu'à identifier les lacunes importantes en matière de connaissances. Si les résultats indiquent un besoin d'action, une consultation des parties prenantes, y compris celles du secteur du tourisme, sera l'étape suivante pour identifier et sélectionner des stratégies viables, en envisageant les compromis et co-bénéfices possibles dans le cadre d'une approche « Une seule santé ». Les stratégies de réduction des risques peuvent finir par être dirigées ou soutenues de manière significative par le secteur du tourisme, que ce soit pour leur financement, leur utilisation ou leur application. Pour en savoir plus sur les processus et les outils d'évaluation des risques et sur la façon dont ceux-ci s'intègrent plus largement dans l'analyse des risques, voir les *lignes directrices* connexes.

Outre la réduction du risque de maladies, le contexte joue un rôle important dans les stratégies de résilience appropriées en cas d'épidémie locale ou mondiale. Par exemple, certains pays dépendent fortement des recettes du tourisme pour soutenir la gestion des APC, en plus des moyens d'existence locaux. La crise de la COVID-19 a démontré les défis liés à ce niveau élevé de dépendance, car la forte baisse du tourisme international a rendu de nombreux sites vulnérables à des pertes économiques prolongées. Une augmentation éventuelle du tourisme intérieur a contribué à un rebond touristique qui a partiellement compensé les pertes dues à la réduction du nombre de visiteurs internationaux, y compris dans certaines APC (OECD 2020; Spenceley et al. 2021). Des leçons importantes et des points clés à retenir ont été identifiés dans les sites de tourisme lié aux grands singes, doublement touchés par le ralentissement du tourisme et de graves préoccupations concernant le risque de transmission de la COVID-19 entre les humains et les grands singes, ce qui nécessitait des garanties ainsi que des ressources supplémentaires pour gérer adéquatement la menace sanitaire. L'un des principaux points à retenir est l'importance d'établir des sources de revenus diversifiées pour réduire la dépendance directe à une activité touristique spécifique (par exemple, le tourisme lié aux grands singes), réduire la vulnérabilité à la perte totale de revenus et permettre de minimiser les contacts étroits entre les espèces lorsque cela est justifié (Conservation through Public Health et Programme International de Conservation des Gorilles 2022). Les exercices de planification d'urgence doivent être menés dans cet esprit.



D'importantes stratégies de réduction des risques et de résilience ont été élaborées pour le tourisme lié aux grands singes. Crédit : Michael D. Kock

Principe 4: Permettre aux visiteurs et aux voyageurs d'être de bons intendants de leur santé et de celle des communautés locales et des écosystèmes qu'ils visitent

Les visiteurs ont la **responsabilité personnelle** de veiller à leur propre santé et sur les lieux qu'ils visitent, et l'industrie du tourisme devrait être tenue d'assurer cette gérance dans ses opérations par le biais des **lois pertinentes**. Nous pouvons supposer que la majorité, sinon la totalité, des opérateurs et des touristes visitant les APC le font pour apprécier l'environnement naturel et souhaitent généralement être de bons intendants. Cependant, un manque de sensibilisation peut constituer un obstacle à la traduction de cette intention positive en action. Une communication efficace des risques et des « coups de coude » comportementaux peuvent aider à faciliter et faire de l'intendance une norme.

Publier un **code de conduite pour les visiteurs**, et idéalement demander aux visiteurs de l'accepter, peut aider à définir à l'avance les attentes en matière de comportement acceptable. Sur place, une signalisation visuelle peut aider à renforcer les bonnes pratiques (et aider à surmonter les obstacles linguistiques ou de l'alphabétisation). Les voyageurs et employés du site doivent également s'assurer de montrer l'exemple en termes de bons comportements et de promouvoir la responsabilité, en reconnaissant les guides touristiques et les dirigeants agissant en tant qu'ambassadeurs sur le terrain. Des lois et certifications pertinentes pour chaque pays peuvent aider à encourager ces bonnes pratiques, par exemple comme exigence pour obtenir une licence de voyageur. Le marketing touristique devrait également veiller à promouvoir des pratiques responsables afin de façonner les attentes des touristes de manière appropriée.

Un cadrage correct de la **communication des risques** est important. Il est essentiel que les stratégies de communication sensibilisent le public, tout en offrant des moyens constructifs et pratiques de réduire les risques. Dans le cas contraire, les visiteurs pourraient ressentir un manque d'autonomie quant à ce qu'ils peuvent faire personnellement pour promouvoir et protéger leur propre santé et celle des autres. De plus, une mauvaise communication de l'information peut amener les personnes à avoir une perception négative de la faune sauvage, ce qui est contre-productif et pourrait avoir des conséquences sur la biodiversité. Globalement, les messages devraient indiquer que la faune sauvage et la nature elles-mêmes ne constituent pas une menace inhérente à la santé (et jouent en fait un rôle essentiel pour une bonne santé grâce aux nombreux services écosystémiques qu'elles fournissent), mais que les activités humaines peuvent augmenter le risque de propagation de maladies entre les humains et les animaux. Des conseils devraient être fournis sur les moyens de rester en sécurité à l'intérieur et autour des habitats de la faune sauvage et de réduire notre empreinte environnementale.

Un code de conduite pour les visiteurs peut aider à définir les attentes en matière de bonnes pratiques.
Crédit: C. Machalaba



Dans les entreprises travaillant principalement avec des touristes internationaux, un moyen précieux de promouvoir la santé des visiteurs et de protéger celle des communautés et de la faune sauvages visitées est de recommander un **rendez-vous médical avant le voyage** (Encadré 6). De cette façon, les touristes pourront recevoir des conseils médicaux et de santé publique pour garantir leur sécurité sur leur lieu de destination. Ces conseils reflèteront généralement les exigences d'entrée d'une destination (comme la vaccination contre la fièvre jaune, que certains pays exigent) ainsi que des conseils adaptés à des endroits spécifiques où un touriste peut prévoir de se rendre. Les conditions environnementales et l'état des infrastructures essentielles peuvent varier considérablement en fonction de l'emplacement urbain ou rural, de l'altitude et autres facteurs. Dans la mesure du possible, de bonnes pratiques peuvent être prises de manière proactive, par exemple se tenir au courant des vaccinations conseillées, prendre des médicaments prophylactiques (par exemple, des médicaments antipaludiques) et suivre les directives locales (comme faire bouillir l'eau avant de la consommer). En raison du potentiel de propagation des maladies infectieuses, de telles actions sont nécessaires pour se protéger et protéger les autres.

Les touristes devraient également être encouragés à **signaler tout changement dans leur état de santé**. Cela peut contribuer à une détection précoce et faciliter les mesures de traitement et de confinement appropriées. Lors d'une visite aux services de santé, les expositions pertinentes aux animaux sauvages et domestiques, aux moustiques et aux tiques, ainsi que les conditions environnementales devraient également être divulguées afin de faciliter le diagnostic et garantir que les prestataires de soins de santé se protègent lors des soins prodigués au patient. Afin d'encourager les bonnes pratiques des visiteurs et éviter de pénaliser (et donc de décourager) l'honnêteté, les opérateurs touristiques pourrait par exemple autoriser une nouvelle réservation gratuite si les clients tombent malades. Les contrôles sanitaires (effectués ou vérifiés par un responsable de la santé dans la mesure du possible) peuvent fournir un niveau de sécurité supplémentaire, par exemple, avant une observation de gorilles et autres excursions.

Dans les APC, les **programmes de santé à l'intention des employés** sont importants pour protéger les membres de notre propre espèce et les autres espèces. Les procédures de santé et de sécurité au travail dans l'industrie du tourisme peuvent englober un large éventail d'aspects, d'infrastructures de sécurité physique à des procédures opérationnelles normalisées imposant des pratiques d'hygiène pour éviter les maladies d'origine alimentaire. Pendant les épidémies actives et en général, il est essentiel que les travailleurs disposent des informations et de l'autonomisation nécessaires pour assurer leur sécurité et leur santé et celles des visiteurs. Pour le tourisme impliquant la faune sauvage sous une forme ou une autre, plusieurs dimensions de la santé et de la sécurité au travail entreront probablement en jeu. Fournir une source de protéines fiable pour réduire la dépendance des travailleurs à l'égard de la viande de brousse, par exemple, peut constituer une mesure importante lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux sources de risque de maladies zoonotiques. En fonction de la taille et du type d'activité touristique, des protocoles devront être mis en place pour réduire les retombées et la propagation des maladies, notamment en évitant les interactions physiques avec les clients ou autres membres du personnel en cas de maladie et en étant dispensé de soins aux animaux. Les politiques de congés maladie payés, les vaccinations gratuites et l'accès aux soins de santé sont également importants pour inciter le personnel à s'isoler en cas de maladie, à se protéger et à consulter un professionnel, le cas échéant.

Encadré 6. Exactitude et cohérence dans l'accès à l'information et la communication des risques

Si les agences de voyages disposent souvent d'informations détaillées sur les offres pertinentes pour les touristes, elles ne disposent pas nécessairement de connaissances suffisantes sur les maladies et autres risques, ni d'informations correctes sur la disponibilité, la séquence ou le dosage des mesures préventives ou des régimes de traitement. En fait, une étude a révélé que les conseils aux voyageurs étaient parfois incompatibles avec les directives sur les voyages et la santé publiées par l'Organisation Mondiale de la Santé (Villanueva-Meyer et al. 2015). Pour cette raison, les voyagistes devraient être encouragés à demander régulièrement des informations sur la santé aux autorités compétentes, y compris des documents écrits à partager avec les touristes afin de promouvoir une compréhension cohérente et actualisée, et à orienter les voyageurs à consulter une clinique spécialisée en médecine des voyages.

Des campagnes de communication bien conçues concernant les risques peuvent utiliser des slogans créatifs, des visuels et autres outils pour atteindre efficacement les touristes. En Italie, le Programme de sensibilisation aux espèces exotiques vivantes (ASAP, selon ses sigles en anglais), soutenu par l'Union européenne, visait les voyageurs afin de réduire la propagation des espèces envahissantes¹¹. La devise « Soyez conscient, pensez, voyagez » était associée à « 10 règles pour un voyageur conscient ». Un bureau d'information à l'aéroport Fiumicino de Rome fournissait des informations dans une variété de formats. L'équipe du programme impliquait des biologistes, des gardes forestiers et des experts en communication, ainsi que des voyagistes européens ayant contribué à renforcer le message sur le terrain.

¹¹ Pour en savoir plus sur le programme Life ASAP et accéder à son matériel, voir : <https://www.lifeasap.eu/index.php/en/project/asap-project>

Principe 5: Assurer un partage équitable des connaissances et des avantages tirés de la recherche et de la surveillance fondées sur le tourisme

En plus de moyens d'existence, le tourisme durable dans les APC peut apporter des avantages importants aux communautés locales et au monde, y compris l'échange de connaissances et de ressources liées au patrimoine culturel et à la protection de l'environnement, comme l'attention portée aux pratiques utilisées par les peuples autochtones pour protéger les zones sauvages. Les entreprises touristiques devraient rechercher un partage équitable de la formation, de l'information et des ressources financières et autres pouvant être bénéfiques pour une communauté ou un pays, y compris sa santé et sa biodiversité.

Certains aspects spécifiques à prendre en compte comprennent :

- L'échange équitable de connaissances au profit des parties prenantes locales exige de porter une attention particulière aux utilisateurs potentiels des données ou de l'information et au meilleur format pour les partager;
- Les opportunités de partager les avantages par le biais d'opérations de tourisme durable pourraient inclure la formation, le renforcement des capacités et la circulation de l'information sur la biodiversité et la protection de la santé;
- Les touristes tombant malades suite à une exposition associée à un voyage peuvent constituer la première détection et fournir des renseignements importants au système de surveillance, mais des mécanismes de circulation de l'information sont nécessaires pour cela;
- Les recherches menées dans le cadre du tourisme scientifique, académique, bénévole ou éducatif, y compris les contributions de la science citoyenne, devraient être accessibles aux parties prenantes locales et contribuer à répondre aux priorités locales;
- Les opérateurs touristiques possèdent une expertise importante et disposent de solutions susceptibles de contribuer à la capacité des communautés locales en matière de protection de la santé et d'intendance globale;
- Le partage des avantages financiers liés au tourisme peut encourager une gérance, une conservation et une résilience communautaires préservant les atouts naturels à la base de l'intérêt du tourisme durable.

La rétention de données sans tenir compte de la nécessité de les connaître ou du meilleur format pour les partager avec les parties prenantes locales constitue un exemple d'**échange de connaissances** inéquitable. La publication d'un résultat de recherche important dans une revue scientifique peut atteindre d'autres chercheurs internationaux, mais peut ne pas être accessible aux parties prenantes locales qui pourraient en bénéficier le plus directement. Des obstacles tels que l'accès à la technologie, le coût des abonnements aux revues scientifiques, la langue ou les connaissances préalables requises pour remettre la découverte dans son contexte jouent tous un rôle dans cette inégalité. Pour l'une ou l'autre de ces raisons, il est important qu'un certain niveau d'appropriation du projet de recherche soit intégré dès la conception, idéalement dans le cadre de l'établissement des priorités de recherche, du processus de collecte et d'interprétation des données et de la formulation de recommandations en matière de politiques et de pratiques. Dans le cas des programmes de formation, le recrutement d'experts locaux en recherche et/ou la participation d'étudiants locaux peuvent favoriser le renforcement des capacités de recherche.

Il est également important de réfléchir à la manière dont les informations pourront être utilisées. Par exemple, les photos accompagnées d'informations de géolocalisation postées sur les réseaux sociaux ou les plateformes de science citoyenne (par exemple, iNaturalist) par des touristes ou des scientifiques pourraient avoir des résultats involontaires, tels que la perpétuation d'une demande ou du braconnage d'une plante ou d'un animal rare. Si les gestionnaires locaux de la biodiversité ne sont pas informés, ils pourraient ne pas disposer des ressources nécessaires pour faire face à une menace accrue. De même, les informations sur l'apparition de maladies ne circulent pas nécessairement entre les touristes de retour dans leur pays d'origine et ceux se trouvant encore dans le pays d'accueil et pouvant également être à risque. Enfin, étant donné le statut protégé de ces sites, les zones interdites (« no-go ») ou de non-prélèvement devraient être respectées par les voyageurs, avec un respect des processus appropriés de **délivrance et d'approbation de permis** (par exemple, bien-être des animaux et normes éthiques applicables aux sujets humains) pour la recherche scientifique, tels que déterminés par les lois nationales et les meilleures pratiques internationales.

Dans certains cas, l'information sur une menace sanitaire ne justifiera pas une action immédiate. Dans d'autres, elle pourrait constituer une contribution majeure et urgente pour faciliter la prévention d'une maladie. La mise

en place de certaines structures permettra aux touristes et aux voyageurs de partager plus facilement et efficacement les informations avec les autorités compétentes, en particulier s'il s'agit d'informations urgentes, comme la détection de maladies. Comme le souligne le Principe 6, les autorités compétentes (comme le ministère chargé du tourisme ou les gestionnaires de sites d'aires protégées) devraient collaborer avec la plateforme nationale ou infranationale de coordination « Une seule santé » afin de favoriser la circulation de l'information en temps opportun (Encadré 7). Les Lignes directrices connexes pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans les aires protégées et conservées contiennent des orientations spécifiques à l'intention des gestionnaires d'APC pour traiter ces informations.

Encadré 7. Atteindre les principales parties prenantes pour l'échange d'informations

Au Libéria, des centres de conservation « Une seule santé » sont en cours de développement autour des aires protégées et conservées¹². Ceux-ci sont destinés à servir de plaque tournante pour l'éducation sur la valeur de la conservation des écosystèmes locaux, à guider les priorités de la recherche locale, à fournir un mécanisme pour promouvoir la diffusion de la recherche et à renforcer les conduites responsables et l'intendance de la part des visiteurs, des voyageurs et des communautés locales. Ils sont envisagés comme un lieu central pour le partage d'informations, qu'elles soient virtuelles ou physiques.

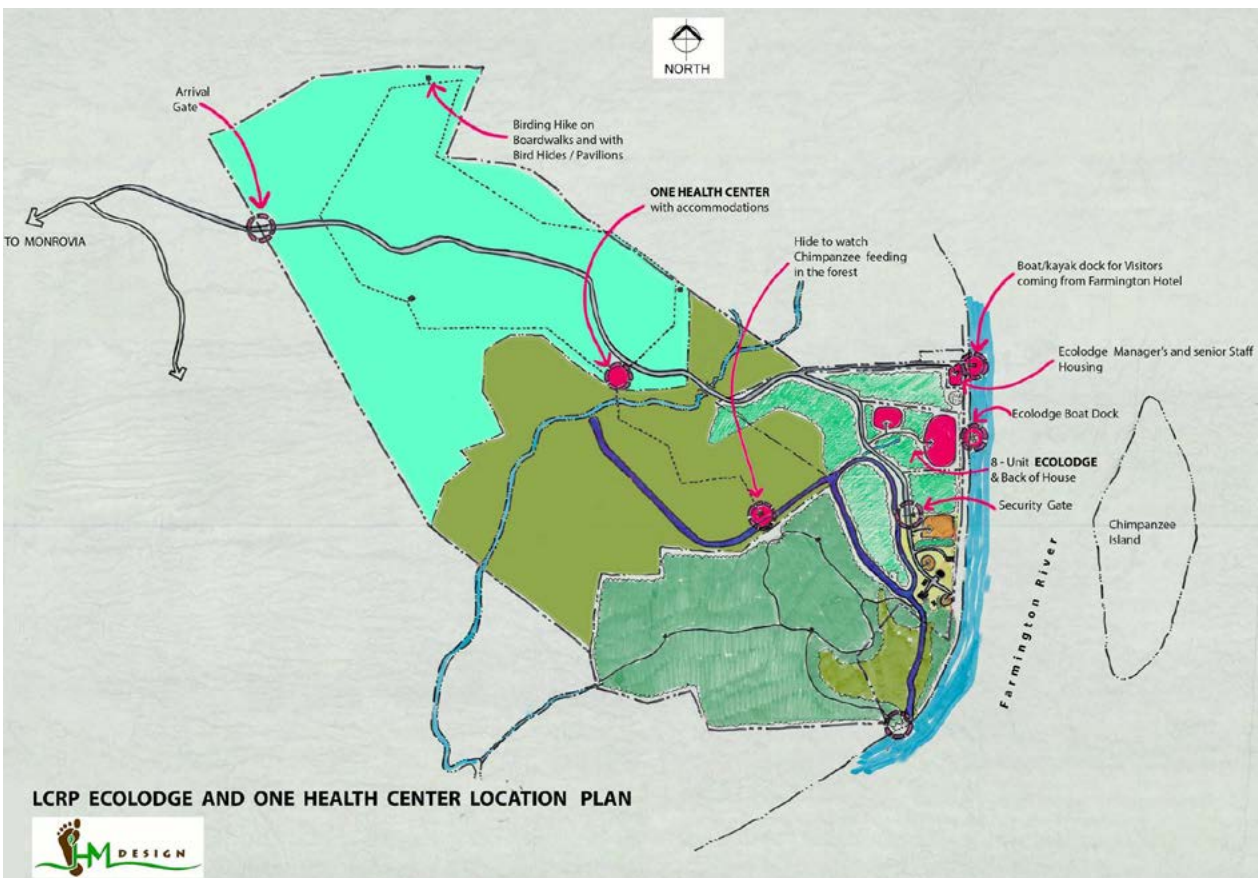


Figure 1 : Rendu d'un centre de conservation « Une seule santé » pour le LCRP, zones humides Marshall, Libéria. La conception tient compte de l'observation sécuritaire de la faune sauvage et autres caractéristiques.
 Crédit : Hitesh Mehta, HM Designs.

Le partage des avantages peut également inclure l'allocation de revenus du tourisme à la gestion des APC et à l'intendance communautaire afin de réduire les menaces à la biodiversité. Par exemple, allouer une partie des fonds du tourisme durable pour compenser les pertes liées à la faune sauvage, telles que la prédation du bétail ou la destruction des cultures, peut aider à réduire les conflits homme-faune sauvage dans les communautés à l'intérieur et autour des APC afin de préserver les actifs naturels et de s'assurer que les communautés locales en soient bénéficiaires (World Bank 2021).

De toute évidence, les situations et les meilleures approches peuvent varier considérablement, mais l'objectif d'un partage équitable des connaissances et des avantages devrait être un objectif dans la conception et l'exécution de tout programme de tourisme durable.

¹² Pour plus d'informations, voir : <https://www.solimarinternational.com/project/liberia-conservation-works/>

Principe 6: Coordonner et collaborer entre les secteurs pour soutenir la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux menaces de maladies

Les touristes et les voyageurs sont une source d'information pour les systèmes d'alerte sanitaire précoce, mais l'intégration de leurs contributions nécessite la mise en place de canaux de communication et de plans visant à inciter à une action appropriée. Un exemple clé est le suivi de la science citoyenne, y compris le signalement d'animaux sauvages malades ou morts susceptibles d'indiquer une épidémie plus importante. La structure de gouvernance des APC permettra généralement aux voyageurs d'identifier un contact désigné en cas de suspicion de maladie chez un visiteur, un employé ou un animal.

Une participation multisectorielle dans l'ensemble de la société est nécessaire pour soutenir l'évaluation et la gestion complètes des risques sanitaires, y compris dans les secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement (ainsi que de l'éducation, de la finance et des acteurs de l'industrie du tourisme) (Tableau 1). Cette **coordination « Une seule santé »** et cette collaboration sont également cruciales pour s'assurer que les conséquences néfastes pour la biodiversité soient prises en compte et minimisées de manière proactive. Une cartographie des parties prenantes peut aider à identifier les acteurs pertinents devant être impliqués dans les approches participatives, en particulier ceux susceptibles d'être affectés par une intervention proposée ou pouvant jouer un rôle clé dans son succès.

Tableau 1. Exemples illustratifs de considérations transversales pour le tourisme et autres secteurs. Ces exemples renforcent la nécessité d'une approche « Une seule santé » dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation du tourisme et de l'utilisation des sites.

Secteur/Sujet	Considérations clés (sélection d'exemples)
Communication	Conception et diffusion efficaces des messages de réduction des risques
Éducation et emploi	Possibilités de formation pour les guides ; Santé et sécurité au travail
Environnement	Menaces pour la biodiversité et les écosystèmes
Finance et économie	Coûts et avantages multisectoriels des options ; Mesures de résilience aux chocs économiques
Alimentation et agriculture	Approvisionnement alimentaire ; Pénurie alimentaire
Géologie	Sensibilité aux inondations et menace pour les infrastructures critiques
Santé (humaine et animale)	Expositions aux agents pathogènes ; Prévention et détection des maladies ; Loisirs et activité physique
Assainissement	Gestion des déchets
Inclusion sociale	Priorités des peuples autochtones et des communautés locales, y compris en matière d'utilisation du site, de valeurs culturelles et de moyens d'existence
Gestion de l'eau	Approvisionnement en eau, Rareté de l'eau

Source : Informations compilées par les auteurs du rapport

Conformément à l'approche « Une seule santé », il conviendrait de s'attendre à ce que les autorités touristiques maintiennent une coordination continue avec les autorités chargées de l'environnement et de la santé publique (entre autres, le cas échéant), afin de garantir l'accès aux informations les plus récentes et à des canaux de communication clairs¹³. Cela pourrait également aider à faire en sorte que d'autres secteurs soient conscients, et puisse agir, sur les effets d'entraînement d'une réduction des recettes touristiques et de la présence humaine dans et autour des APC, y compris en matière de conservation, de moyens d'existence et de criminalité environnementale, comme on l'a vu durant la pandémie de COVID-19 (Commission européenne, Direction Générale des Partenariats internationaux, Spenceley, A. 2021).

De nombreux pays commencent à mettre en place des plateformes nationales de coordination « Une seule santé ». Celles-ci jouent un rôle important, et jusqu'à présent manquant, dans la réunion de plusieurs ministères pour améliorer le partage d'informations et la collaboration sur des questions telles que les zoonoses. En outre, elles aident à assurer la volonté politique, grâce à la participation et le soutien des dirigeants nationaux. Bien que ces plateformes rassemblent généralement au minimum les autorités responsables de la santé humaine, de la santé animale et de l'agriculture, ainsi que de l'environnement, de nombreux autres secteurs y participent

¹³ En tant que ressource mondiale, l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies compile des recommandations en matière de commerce et de voyages en relation avec les grandes urgences de santé publique. Des conseils ciblés pour le secteur du tourisme et des liens vers des sources d'information supplémentaires sont fournis pour accéder aux dernières informations de santé publique, de l'aviation civile et autres autorités compétentes. Ces informations sont disponibles sur : <https://www.unwto.org/influenza-recommendations>

également, tels que les ministères de l'éducation et des finances. Il est impératif que le secteur du tourisme, y compris les représentants de son autorité nationale (par exemple, le ministère du tourisme) et les voyageurs ou leurs associations, y participent activement. Cela permettra de créer des voies efficaces pour la **circulation de l'information** en cas de situation d'urgence, ainsi que des orientations générales susceptibles d'évoluer en fonction de nouvelles données et connaissances, entre autres possibilités où une coordination accrue pourra être bénéfique (voir Encadré 8). Les rôles pertinents du secteur du tourisme devraient être intégrés dans les plans et stratégies nationaux, tels que les Plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire. Il est probable que plus cette coordination sera systématique, plus les besoins du secteur du tourisme seront pris en compte de manière proactive.



Les plateformes nationales de coordination « Une seule santé » contribuent à rassembler les parties prenantes afin d'accroître la coordination de la planification et de la mise en œuvre. Le secteur du tourisme peut jouer un rôle actif dans ces structures de coordination multisectorielles.
Crédit : Sandra G. Samuels

Enfin, la formalisation du **statut de protection** d'un site lui donne une plus grande capacité à appliquer des mécanismes de gouvernance compatibles avec le tourisme durable, y compris pour minimiser les compromis en termes de santé et de conservation. La création d'APC témoigne de la stabilité et d'un engagement à long terme en faveur de la préservation des actifs naturels, susceptibles d'encourager des investissements dans le tourisme durable (World Bank 2021). Les opérateurs touristiques peuvent donc renforcer la valeur de création d'un projet d'APC en soulignant les avantages escomptés pour et à partir du secteur.

Encadré 8. Les exemples de coordination « Une seule santé » incluent :

- Clarifier les mandats institutionnels et la chaîne de commandement, et identifier les lacunes clés
- Identifier les destinataires des alertes d'information sur les cas de maladie chez l'homme dans l'industrie du tourisme
- Mécanisme désigné pour le partage d'informations par le secteur du tourisme (ou parties prenantes connexes, telles que les gardes des parcs nationaux), y compris les signalements de maladies chez les visiteurs ou de maladies ou cas de mortalité chez les animaux sauvages
- Répondre aux questions concernant les mesures appropriées de réduction des risques (par exemple, EPI approprié)
- Collaboration à l'élaboration/au perfectionnement des codes de conduite et de la signalisation sur le terrain
- Élaboration et perfectionnement des lois, règlements et politiques susceptibles d'avoir une incidence sur le risque sanitaire, la biodiversité et le tourisme
- Communication proactive des risques afin de fournir des informations rapides, précises et cohérentes, contribuant à réduire les inquiétudes et les conséquences économiques inutiles
- Formation des voyageurs sur les pratiques de réduction des risques, pour leur propre santé et pour celle des visiteurs et des populations locales
- Exercices de simulation pour « s'entraîner » à un système ou un protocole et guider les améliorations nécessaires ou les besoins de formation supplémentaires
- Planification d'urgence et investissements pour promouvoir la résilience, y compris pour la génération de revenus diversifiés si le tourisme doit être temporairement stoppé ou réduit en raison d'un risque sanitaire ou d'une interdiction de voyager

Partie III: Appliquer les principes « Une seule santé » au contexte du tourisme durable dans les aires protégées et conservées

Le tourisme dans les APC peut être très différent en fonction de plusieurs facteurs, notamment l'objectif spécifique, la région, l'écosystème, les infrastructures, la structure de gouvernance, le contrôle réglementaire et les ressources disponibles. Dans cette section, trois contextes touristiques sont utilisés pour illustrer comment les principes précédents peuvent être appliqués, en soulignant les considérations spécifiques « Une seule santé » pertinentes à chaque contexte. Ces contextes peuvent se chevaucher dans la pratique et ne sont pas exhaustifs. Ils constituent seulement un point de départ, et nous prévoyons que l'application des principes « Une seule santé » permettra de cerner d'autres questions importantes liées à la santé ainsi que des solutions.

Parcs nationaux ou infranationaux



Crédito: Shutterstock

En fonction de la désignation du statut de protection, les activités touristiques sont courantes dans certains types d'APC, y compris les parcs nationaux ou infranationaux ou autres aires protégées sous contrôle des gouvernements. Ces sites peuvent être situés en milieu rural ou urbain. L'étendue de la présence de la gestion du parc peut varier considérablement, de même que les infrastructures, la capacité et les budgets de fonctionnement pour le suivi et l'application des règles. Les entreprises privées peuvent être courantes (par exemple, dans la gestion d'hôtels, de restaurants, de stands de concession, de boutiques de souvenirs ou des excursions, comme discuté plus loin). Les visites touristiques peuvent être entièrement guidées ou totalement indépendantes, ou un mélange des deux.

Pour un parc ou une aire protégée donné, un point de départ utile peut être de procéder à une évaluation des interfaces afin d'identifier les pratiques ou endroits potentiels où des expositions humains-faune sauvage et humains-vecteurs se produisent d'une manière susceptible de présenter un risque sanitaire. Selon les maladies présentes dans la région, des évaluations similaires pourront être nécessaires pour d'autres types d'exposition : humains-animaux domestiques, animaux sauvages-animaux domestiques et transmissions humains-humains. L'importance de ces interfaces peut être dynamique. Par exemple, une épidémie active de virus de la rage chez les chiens domestiques pourrait constituer une menace pour les canidés sauvages et les humains. En fonction du site et de la structure des activités touristiques, des interventions pourront ensuite être développées pour réduire les risques (Encadré 9). Par exemple, si les touristes sont autorisés à camper sur un grand terrain, fermer l'accès à certaines sections ou stationner le personnel du parc à certains « points de contrôle critiques » où le risque est plus élevé peut constituer une façon pragmatique d'intervenir. Une entrée centrale peut aider à s'assurer que tous les touristes reçoivent des informations standard pouvant contribuer à réduire les risques.

Encadré 9. Interventions visant à réduire le risque de maladies

Dans l'ouest des États-Unis, des cas de peste ont été détectés chez les visiteurs des parcs nationaux. Éviter de nourrir ou de toucher les animaux vivants ou morts, se tenir à distance des terriers lors du camping et de la préparation de la nourriture, et porter un insectifuge sont autant de mesures importantes pour réduire le risque (U.S. National Park Service, 2018). Les voyageurs peuvent fournir des informations importantes sur ces mesures aux touristes avec lesquels ils travaillent, sur la base de documents souvent déjà disponibles gratuitement en ligne, afin de promouvoir la sensibilisation et l'adoption de stratégies de réduction des risques.

Pour les sites évaluant la possibilité de frais d'utilisation, une partie de l'argent récolté pourrait être allouée à la promotion et à la protection de la santé, par exemple, pour fournir de l'eau potable, des toilettes et des services de gestion des déchets, une signalisation de communication des risques et des activités de surveillance des maladies et de la mortalité de la faune sauvage. Un autre aspect important nécessitant des ressources est la santé et la sécurité au travail, comme l'éducation sur la réduction des risques pour les voyageurs et l'achat d'équipements de protection individuelle pour le personnel manipulant des animaux sauvages.

Les gardes, les chercheurs et les touristes pourraient déjà contribuer au suivi de la biodiversité sur les sites des APC. En plus de cette information précieuse pour la conservation, les observations peuvent être importantes pour la surveillance de la santé de la faune sauvage. Même dans les parcs relativement bien dotés en personnel, les patrouilles de gardes n'ont pas toujours la capacité ou les ressources pour signaler tous les événements de mortalité de la faune sauvage. Pour cette raison, les touristes peuvent potentiellement jouer un rôle précieux dans la science citoyenne pour signaler les observations de maladies chez la faune sauvage. Toutefois, ces informations devraient se limiter à des observations visuelles et photographiques, afin d'assurer la sécurité des visiteurs, et être signalées aux autorités compétentes du parc, qui pourront aviser les vétérinaires ou autres membres du personnel qualifiés pour mener une enquête sanitaire, si nécessaire. En raison des répercussions potentielles pour la santé publique, les APC accueillant des visiteurs devraient disposer de ce canal de signalement conforme à l'approche « Une seule santé » en tant que norme minimale de leurs efforts en matière de santé et de sécurité (Encadré 10). Des informations supplémentaires sur les contributions des APC à la réduction des risques sanitaires figurent dans les *Lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans les aires protégées et conservées*.

Encadré 10. Accès à l'information pour la protection et le signalement sanitaires

Le site web du Service des parcs nationaux des États-Unis comprend une liste de certains risques sanitaires pertinents (zoonoses, maladies transmises par les tiques, maladies transmises par les moustiques, maladies transmises par l'eau, proliférations d'algues nocives et maladies d'origine alimentaire), accompagnée d'informations spécifiques sur l'identification des espèces, les voies de transmission, les symptômes et les mesures de prévention et de contrôle. Des liens sont fournis pour le signalement de cas de maladies, y compris des contacts permettant de joindre les autorités de santé publique¹⁴.

En général, les considérations précédentes s'appliqueront également aux deux contextes suivants.

À petite échelle ou communautaire

À l'intérieur ou autour des APC, les opérations touristiques à petite échelle ou communautaires peuvent être courantes et peuvent contribuer de manière importante à la génération de revenus. Celles-ci sont souvent commercialisées comme des expériences authentiques, impliquant parfois des séjours chez l'habitant qui mettent les visiteurs et les populations locales en contact étroit. Ainsi, le potentiel de transmission de maladies humaines peut être accru. Limiter les contacts étroits peut aider à réduire le risque de maladies en cas d'épidémie active. Les activités impliquant plusieurs personnes regroupées dans un espace restreint devraient avoir lieu en plein air.

À bien des égards, ces expériences touristiques peuvent transmettre un sentiment d'intendance communautaire, s'inspirant des peuples autochtones et des communautés locales (PACL) et de leurs modes de vie. Ainsi, elles présentent de nombreux avantages et peuvent aider à minimiser les pressions sur les APC en termes d'utilisation des infrastructures et terrains existants par opposition à la construction de nouveaux logements et infrastructures. Cependant, certaines communautés vivent en contact avec la faune sauvage, notamment pour la chasse, la découpe des carcasses, la consommation et autres utilisations des animaux sauvages. Sans immunité acquise contre les agents pathogènes en circulation, les touristes peuvent être particulièrement sensibles aux infections. Pour cette raison, et pour la santé et le bien-être des animaux, il est conseillé aux touristes de ne pas manipuler ou consommer directement des animaux présentant un risque élevé de maladies infectieuses émergentes, en particulier des espèces de chauves-souris, de rongeurs et de primates non humains. Les selfies avec des animaux sauvages sont un exemple des pratiques susceptibles de mettre en danger à la fois les visiteurs et des animaux individuels.

¹⁴ Voir : <https://www.nps.gov/subjects/healthandsafety/disease-prevention.htm>

Certaines expériences touristiques peuvent se situer dans des régions éloignées où l'accès aux services de santé modernes peut être limité ou situé à des jours de bateau, de mauvaises conditions routières ou de vols ou de trains peu fréquents. Cela renforce l'importance des mesures préventives pour éviter les blessures ou les maladies. Par exemple, à l'ère de la COVID-19, les tests viraux sont recommandés avant de se rendre sur des sites éloignés.

Un facteur contextuel important est que les voyageurs individuels ou les communautés peuvent ne pas toujours connaître les normes et lois auxquelles leurs visiteurs sont habitués. Des facteurs sociaux et culturels (par exemple, la peur d'être impoli) ou des déterminants économiques (par exemple, la dépendance à l'égard d'un revenu) peuvent faire que les travailleurs ne soient pas habilités à promouvoir un tourisme sain et durable. Cela peut présenter des défis potentiels pour l'application de bonnes pratiques, en particulier si les visiteurs exigent des pratiques pouvant être préjudiciables à la santé des humains, des animaux ou de l'environnement. Dans ce cas, il est important de définir à l'avance les attentes des touristes, y compris par le biais d'un code de conduite, et idéalement de renforcer ce dernier par des changements systémiques plus vastes visant à réduire les exigences imposées aux opérateurs individuels (Encadré 11).

Encadré 11. Offres de tourisme durable pour réduire la dégradation des écosystèmes et alléger les exigences imposées aux voyageurs

Dans le cas de la **dégradation des récifs coralliens** due aux activités touristiques, les solutions possibles pourraient consister à n'offrir que des excursions en bateau à fond de verre ou à ne permettre l'accès aux sites de récifs qu'à une profondeur appropriée par rapport au rivage si les coraux sont endommagés lors du processus d'entrée et de sortie de l'eau. Exiger des plaisanciers qu'ils adoptent certaines pratiques, telles que l'utilisation de bouées fixes (ou « d'amarrage ») au lieu d'ancrer leur embarcations sur les récifs coralliens, et renforcer ces pratiques grâce à des signaux visuels, des lois et éventuellement des sanctions de la part des autorités peut également aider à réduire la dégradation et la pression exercée sur les opérateurs individuels. Fournir des recommandations (idéalement en utilisant des messages efficaces et des incitations comportementales) avant les plongées peut promouvoir la sensibilisation, et s'assurer que les plongeurs soient accompagnés d'un guide peut aider à l'application de bonnes pratiques. Exiger que les visiteurs utilisent des écrans solaires « sans danger pour les récifs » ou « adaptés aux récifs » peut également aider à limiter les dommages causés à ces écosystèmes. Des programmes tels que les options de certification GreenFin contribuent également à promouvoir la gestion environnementale de la part des guides de plongée et de snorkeling ainsi que des plongeurs récréatifs.¹⁵

Grandes entreprises privées

Dans les parcs nationaux ou infranationaux, de grandes entreprises privées, telles que les réserves de gibier, les lodges, les centres de sauvetage ou les zoos, peuvent accueillir des touristes via des réservations directes ou via des guides touristiques indépendants accompagnant des groupes. Celles-ci peuvent opérer dans le cadre d'un mécanisme de partenariat public-privé (tel qu'un contrat fixe de services ou une concession avec une entité commerciale, ou un centre de sauvetage géré par un organisme à but non lucratif), les conditions spécifiques de celui-ci pouvant affecter le contrôle réglementaire. Les pratiques affectant la santé humaine, animale et environnementale devraient être analysées dans le cadre de ces arrangements afin de s'assurer que des garanties appropriées soient mises en œuvre. Les coups de coude comportementaux, tels que l'établissement de pratiques standard comme condition d'entrée (par exemple, le masquage universel ou l'utilisation de bains de pieds pour la désinfection des chaussures) peuvent encourager le respect des normes.

Les aires de nature sauvage privées ou gérées par une entité privée sont généralement toujours reliées aux habitats environnants, ce qui permet le mouvement continu des animaux à l'intérieur et à l'extérieur d'une limite spécifiée, et pourrait faciliter l'introduction de maladies. Le commerce des animaux d'élevage peut également constituer une source d'introduction de maladies. Pour cette raison, les propriétaires privés pourraient bénéficier d'être conscients du risque de maladies d'une saison à l'autre et rester vigilants aux épidémies signalées dans les environs. Cela pourra permettre de guider les mesures de réduction des risques liées aux activités susceptibles d'impliquer un contact étroit avec les animaux, telles que la chasse, la préparation des aliments, la taxidermie, les confiscations et autres pratiques de manipulation telles que les selfies avec des animaux sauvages et l'alimentation des animaux

¹⁵ Pour en savoir plus sur GreenFins, voir : <https://greenfins.net/green-fins-diver/>

dans les zoos et sanctuaires. Les gestionnaires d'aires protégées doivent être conscients de l'importance de cette interface et intégrer les considérations pertinentes dans les documents de sensibilisation, les protocoles et les exercices participatifs de cartographie des parties prenantes et d'engagement des acteurs concernés.

Selon l'ampleur et le type des activités touristiques et les conditions environnementales spécifiques, l'utilisation des ressources naturelles et les émissions « sur site » peuvent avoir des effets négatifs sur l'environnement, notamment sur la disponibilité en eau potable pour les communautés locales et sur la santé des écosystèmes et des espèces aquatiques (Encadré 12).

Encadré 12. Gestion des ressources en eau pour éviter les pénuries exacerbées par le tourisme

Le tourisme est un secteur économique important sur le continent européen. Les impacts négatifs potentiels de l'activité touristique sur l'environnement ont été résumés en trois thèmes : pression sur les ressources naturelles, pollution, et impacts physiques (Halleux, 2017). Par exemple, l'un des principaux sujets de préoccupation liés à la surexploitation des ressources naturelles est la consommation d'eau. L'utilisation de l'eau liée au tourisme se produit souvent dans des saisons et des destinations faisant déjà face à une pénurie d'eau. La consommation d'eau par les touristes visitant la région a été estimée à environ trois ou quatre fois la consommation d'un résident permanent. Certaines activités touristiques peuvent faire peser une forte demande sur l'approvisionnement en eau, telles que l'irrigation des terrains de golf, les spas et les centres de natation, ainsi que l'enneigement artificiel pour le ski, et sont situées, dans certains cas, dans ou à proximité d'aires protégées et conservées. De plus, le tourisme pourrait accroître le flux de contaminants dans les milieux aquatiques (par exemple, dans le cadre d'une augmentation des activités agricoles fournissant de la nourriture aux visiteurs), menaçant les écosystèmes d'eau douce et marins ainsi que les humains et les animaux dépendants de la nourriture et de l'eau potable qu'ils fournissent. Une approche « Une seule santé » permet de s'assurer que les parties prenantes pertinentes soient consultées. Par exemple, les hydrologues pourront donner des conseils sur les débits d'eau de surface, les gestionnaires de la conservation pourront informer des déplacements de la faune sauvage et de la visite des points d'eau, et les experts en santé humaine pourront réaliser un suivi des maladies d'origine hydrique. Comme pour d'autres interventions, les coups de coude et incitations peuvent jouer un rôle important dans la réduction de la consommation d'eau, comme dans le cas des programmes encourageant les clients à réutiliser les draps et serviettes de leur hébergement. Le suivi continu de la qualité et de la disponibilité en eau par rapport au tourisme peut aider à déterminer la capacité de charge des sites et à guider les mesures correctives, si nécessaire.



Les ressources en eau devraient être prises en compte dans la conception et le suivi de l'utilisation des sites et la détermination de leur capacité de charge. Crédit: C. Machalaba

Conclusions et principales mesures à prendre

Ces principes « Une seule santé » pour le tourisme renforcent l'importance d'un tourisme durable et sain dans les APC, afin de générer les avantages que le tourisme durable peut apporter tout en réduisant les compromis sanitaires et économiques et en protégeant la biodiversité. Ils sont intentionnellement généraux et conçus comme un point de départ, permettant ainsi une adaptation à la situation et aux besoins spécifiques des parties prenantes liées au tourisme. De toute évidence, toutes les opérations touristiques dans les APC devraient être durables, afin de s'aligner sur les objectifs de conservation de ces dernières. L'application d'une approche « Une seule santé » à l'appui des opérations de tourisme durable dans les APC, disposant souvent déjà de plans de gestion des sites et de structures de gouvernance, peut également servir de catalyseur et potentiellement favoriser une expansion au-delà des APC à l'avenir.

Ce document a présenté des informations spécifiques à l'intention des voyageurs et autres parties prenantes du secteur du tourisme. Afin de faciliter une mise en œuvre efficace dans le contexte des APC, des orientations plus générales ont également été élaborées à l'intention des gestionnaires d'APC. Les *Lignes directrices de l'UICN pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans les aires protégées et conservées* se concentrent sur des aspects spécifiques de la gestion des risques sanitaires, structurés en 10 sujets correspondant aux fonctions généralement reconnues dans les services nationaux de gestion de la santé humaine et animale et de l'environnement (évaluation des risques de maladies, lâchers d'animaux, planification de l'utilisation des sites et zones tampons, suivi et surveillance, notification et enquête sur les maladies, observation, manipulation et utilisation sûres de la faune sauvage, biosûreté et biosécurité, mesures de contrôle, communication des risques et coordination « Une seule santé »). Les voyageurs sont invités à consulter ces lignes directrices plus générales lorsque celles-ci peuvent leur être utiles.

À l'échelle nationale et infranationale, les acteurs du tourisme et d'autres secteurs peuvent contribuer à fournir des orientations et des idées pertinentes au niveau local pour soutenir un tourisme durable et sain, conformément à l'approche « Une seule santé ». Les stratégies de mise en œuvre peuvent être partagées via l'initiative de partenariat « PANORAMA – Solutions pour une planète en bonne santé », afin de promouvoir l'échange de connaissances et l'ampliation de stratégies efficaces à une plus grande échelle. Le tourisme durable, la réduction des risques de maladies zoonotiques et les approches « Une seule santé » sont tous individuellement au centre du partenariat PANORAMA et se recoupent également dans plusieurs solutions déjà partagées à ce jour¹⁶. Bien qu'il soit nécessaire d'améliorer les pratiques actuelles, les acteurs de l'industrie du tourisme devraient être confiants qu'ils peuvent faire leur part pour contribuer à la santé des humains, des animaux et des écosystèmes.

Globalement, il est temps de repenser l'approche holistique du tourisme. Nous ne pouvons pas perpétuer un « tourisme de masse » ou un « surtourisme », en particulier dans les aires protégées. Les impacts négatifs sur la santé des humains, des animaux et des écosystèmes doivent être gérés et freinés de manière proactive, et nous devons orienter l'industrie vers une activité touristique plus humaine, bien gérée et durable, qui équilibre suffisamment les risques et les avantages.

¹⁶ <https://panorama.solutions>

Mettre en pratique les principes « Une seule santé » : exemples d'approches clés

Approches globales

- Rechercher des formes de tourisme durable en tant que norme dans les APC
- Veiller à ce que les investissements favorisent la diversification des sources de revenus (y compris le tourisme intérieur) pour renforcer la résilience face aux épidémies ayant un impact sur le tourisme, et élaborer des plans d'urgence de manière proactive
- Développer et promouvoir des canaux de communication d'urgence et de routine entre le secteur du tourisme et les autorités chargées de la santé humaine et animale (et/ou des plateformes plus générales de coordination « Une seule santé ») afin de promouvoir un flux d'informations opportun et efficace et des messages cohérents
- Évaluer les risques et analyser les compromis et les co-bénéfices des possibles stratégies de prévention et de contrôle des maladies afin d'identifier des solutions viables, adaptées au contexte spécifique
- Offrir des possibilités de formation et de certification (et les rendre accessibles) aux voyageurs
- Consulter et travailler avec les parties prenantes locales, y compris les communautés, afin de trouver des solutions favorisant et protégeant la santé et l'environnement tout en répondant aux besoins de subsistance
- Gérer les ressources en eau, en gardant à l'esprit les problèmes liés à la pénurie d'eau, à la qualité de l'eau et aux maladies d'origine hydrique

Approches spécifiques

- Fournir un code de conduite pour les visiteurs afin de définir les attentes en matière de pratiques sécuritaires et saines et de gérance des visiteurs pour soi-même et les autres, ainsi que pour les animaux et l'environnement
- Élaborer des protocoles et des formations en matière de santé et de sécurité au travail et offrir des incitations aux employés pour encourager l'adoption de pratiques réduisant le risque de maladies
- Évaluer la capacité de charge en matière de visiteurs et ajuster les allocations de nombre de visiteurs sur les sites, au besoin
- Encourager les visiteurs internationaux à demander une consultation médicale avant leur voyage, à s'assurer que leurs vaccinations sont à jour et à prendre des médicaments prophylactiques, le cas échéant.
- Identifier les interfaces clés où le risque de maladies est élevé afin d'aider à hiérarchiser l'évaluation des risques et identifier les possibles stratégies de réduction des risques
- Concevoir ou réaménager les attractions touristiques et les flux de visiteurs afin d'éviter tout contact direct ou proximité avec la faune sauvage et autres sources d'exposition aux maladies
- Encourager les offres de visites durables et saines en promouvant les opérateurs disposant d'une formation et/ou de certifications en matière de gérance (le cas échéant)
- Assurer une bonne gestion des déchets pour éviter la contamination et la dégradation de l'environnement
- Utiliser une signalisation visuelle et autres méthodes efficaces de communication des risques pour renforcer les bonnes pratiques et surmonter les barrières de la langue ou de l'alphabétisation

Approche à l'échelle de l'industrie du tourisme et axées sur le tourisme

- Fournir un code de conduite pour les visiteurs afin de définir les attentes en matière de pratiques sécuritaires et saines et de gérance des visiteurs pour soi-même et les autres, ainsi que pour les animaux et l'environnement
- Offrir une formation aux voyageurs et aux gestionnaires de voyages afin de promouvoir les stratégies opérationnelles
- Élaborer des protocoles et des formations en matière de santé et de sécurité au travail et offrir des incitations aux employés pour encourager l'adoption de pratiques réduisant le risque de maladies
- Encourager les visiteurs internationaux à demander une consultation médicale avant leur voyage, à s'assurer que leurs vaccinations sont à jour et à prendre des médicaments prophylactiques, le cas échéant.
- En cas d'entrée dans des zones fortement exposées aux animaux sauvages ou aux fluides corporels d'animaux sauvages, veiller à utiliser un équipement de protection individuelle adéquat et à désinfecter les vêtements (y compris les chaussures) afin d'éviter les transmissions vers et depuis les animaux et les propagation à l'environnement voisin
- Concevoir ou réaménager les attractions touristiques et les flux de visiteurs afin d'éviter tout contact direct ou proximité avec la faune sauvage et autres sources d'exposition aux maladies

Références et ressources

Conservation through Public Health et Programme international de conservation des gorilles (2022). COVID-19 et les grands singes d'Afrique : défis et menaces à la suite de la pandémie de COVID-19 pour la conservation durable des grands singes grâce à un tourisme responsable. Note de politique. Disponible sur : <https://ctph.org/policy-brief-on-africas-great-apes-and-covid-19/>

Commission européenne, Direction Générale des Partenariats internationaux, Spenceley, A. (2021). *Tourisme et visite d'aires protégées pendant le COVID-19: conseils aux autorités et gestionnaires des aires protégées*. Office des publications l'Union européenne. Disponible à l'adresse : <https://data.europa.eu/doi/10.2841/772>

European Commission, Directorate-General for International Partnerships. (2022). *Virtual protected area experiences in Africa: status and potential for post-COVID-19 resilience*. Office des publications l'Union européenne. Disponible sur : <https://data.europa.eu/doi/10.2841/687007>

Halleux, V. (2017). *Tourisme durable : dimension environnementale*. Service de recherche du Parlement européen. Disponible sur : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/599327/EPRS_BRI\(2017\)599327_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/599327/EPRS_BRI(2017)599327_FR.pdf)

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES), Daszak, P., Amuasi, J., das Neves, C. G., Hayman, D., Kuiken, T., Roche, B., Zambrana-Torrel, C., Buss, P., Dundarova, H., Feferholtz, Y., Földvári, G., Igbinosa, E., Junglen, S., Liu, Q., Suzan, G., Uhart, M., Wannous, C., Woolaston, K., Mosig Reidl, P., O'Brien, K., Pascual, U., Stoett, P., Li, H., Ngo, H. T., et IPBES secretariat. (2020). *Workshop Report on Biodiversity and Pandemics of the Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. Bonn, Allemagne. Disponible sur : <https://ipbes.net/pandemics>

IUCN Species Survival Commission (IUCN SSC) Primate Specialist Group. (2021). *Great apes, COVID-19 and the SARS-CoV-2. Section on Great Apes*. Disponible sur : <http://www.primatesg.org/covid-19>

Leung, Y. F., Spenceley, A., Hvenegaard, G. et Buckley, R. (éds.) (2019). *Gestion du tourisme et des visiteurs dans les aires protégées : Lignes directrices pour la durabilité*. Lignes directrices des meilleures pratiques dans les aires protégées No. 27, Gland, Suisse : IUCN. xii + 120 pp. <https://portals.iucn.org/library/node/48403>

Macfie, E. J. et Williamson, E. A. (2010). *Lignes directrices pour de meilleures pratiques en matière de tourisme de vision des grands singes*. Gland, Suisse : Groupe de spécialistes des primates de la CSE/IUCN. Disponible sur : <https://portals.iucn.org/library/node/9746>

McCarthy A. H., Peck L. S. et Aldridge D.C. (2022). Ship traffic connects Antarctica 's fragile coasts to worldwide ecosystems. *PNAS*. 119(3): e2110303118. Disponible sur : <https://doi.org/10.1073/pnas.2110303118>

Organisation pour la coopération et le développement économique (OECD). (2020). *Atténuer l'impact du COVID-19 sur le tourisme et soutenir la reprise, Études de l'OCDE sur le tourisme, 2020(03)*. Publications de l'OCDE, Paris. Disponible sur : <https://doi.org/10.1787/8e56bcf9-fr>

One Health High-Level Expert Panel (OHHLEP), Adisasmito W. B., Almuhaïri S., Behravesh C. B., Bilivogui P., Bukachi S. A., et al. (2022). One Health : A new definition for a sustainable and healthy future. *PLoS Pathog* 18(6): e1010537. Disponible sur : <https://doi.org/10.1371/journal.ppat.1010537>

Reaser, J. K. (2021). *Improving protected and conserved area management to safeguard ecological integrity and minimize zoonotic disease risk*. IUCN WCPA Technical Note Series, 5, 4pp. Gland, Suisse: CMAP-IUCN. Disponible sur : https://www.iucn.org/sites/default/files/202208/05_iucn_wcpa_technical_note_series_no._5.pdf

Spenceley, A., Mccool, S., Newsome, D., Báez, A., Barborak, J., Blye, C., Bricker, K., Cahyadi, H., Corrigan, K., Halpenny, E., Hvenegaard, G., King, D., Leung, Y. F., Mandic, A., Naidoo, R., Rueede, D., Sano, J., Sarhan, M., Santamaria, V., do Val Simardi, B. et Souza, T. (2021). Tourism in protected and conserved areas amid the COVID-19 pandemic. *Parks* (27), pp.103-118. Disponible sur : <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2021.PARKS-27-SIAS.en>

Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) et EcoHealth Alliance (2023). *Des personnes et une vie sauvage en bonne santé grâce à la protection de la nature : lignes directrices pour la prévention, la détection, la réponse et le rétablissement face aux risques de maladies dans et autour des aires protégées et conservées*. Gland, Suisse: IUCN, et New York, États-Unis: EcoHealth Alliance. <https://portals.iucn.org/library/node/50883>

Van Hamme, G., Svensson, M. S., Morcatty, T. Q., Nekaris, K. A-I., et Nijman, V. (2021). Keep your distance: Using Instagram posts to evaluate the risk of anthroponotic disease transmission in gorilla ecotourism. *People Nat.*, 00:1–10.

Villanueva-Meyer, P. G., Garcia-Jasso, C. A., Springer, C. A., Lane, J. K., Su, B. S., Hidalgo, I. S., Goodrich, M. R., Deichsel, E. L., White, A. C., Jr, et Cabada, M. M. (2015) (epub. août 2014 ; papier janvier-février 2015). Advice on malaria and yellow fever prevention provided at travel agencies in Cuzco, Peru. *J Travel Med*. 22(1):26-30. Disponible sur : <https://doi.org/10.1111/jtm.12149doi:10.1111/jtm.12149>. PMID: 25156197.

Organisation mondiale du tourisme (OMT) (2020). Le programme tourisme durable du réseau One Planet : *Vision One Planet pour une reprise responsable du secteur du tourisme*. Disponible sur : <https://www.unwto.org/fr/sustainable-development/one-planet>

OMT (2021). *Recommandations pour la transition vers une économie verte du voyage et du tourisme*. Madrid. Disponible sur : <https://www.oneplanetnetwork.org/knowledge-centre/resources/recommendations-transition-green-travel-and-tourism-economy>

UNWTO et United Nations Environment Programme (UNEP) (2005). *Making tourism more sustainable: A guide for policy-makers*. Madrid et Paris : OMT et PNUE.

U.S. National Park Service (USNPS) (2018). One Health and disease: *Plague*. Disponible sur : <https://www.nps.gov/articles/one-health-disease-plague.htm>

World Bank (2018). *Operational framework for strengthening human, animal and environmental public health systems at their interface*. Washington, D.C. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/703711517234402168/Operational-framework-for-strengthening-human-animal-and-environmental-public-healthsystems-at-their-interface>

World Bank (2021). *Banking on protected areas: Promoting sustainable protected area tourism to benefit local economies*. Washington, DC. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35737>

World Bank et Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2022). *Reducing pandemic risks at source: Wildlife, environment and One Health foundations in East and South Asia*. Banque mondiale et FAO. Washington, DC. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37327>

Organisation Mondiale de la Santé (OMS). (2016). *Règlement sanitaire international de 2005*, 3e éd., Disponible sur : <https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789241580496>

WHO Regional Office for Europe. (2022). *A health perspective on the role of the environment in One Health*. Copenhague. Disponible sur : <https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO-2022-5290-45054-64214>



Liste Verte

Aires Protégées | Conservées

iucngreenlist.org

Avec le soutien de

